

Syrie, face à la répression



Amman, Jordanie, le 1^{er} mai. Des manifestants syriens réclament la chute du régime d'el Assad, en direction de l'ambassade de Syrie. (REUTERS/MAJED JABER)

En Syrie, le pouvoir dictatorial et les forces de l'opposition sont entrés dans une spirale de contestation et de répression.

En Syrie, le rythme des protestations s'est accéléré, depuis la fin avril. Les funérailles des manifestants tués par les forces de sécurité donnent lieu, à chaque fois, à d'importants rassemblements populaires. Ces quinze derniers jours, des protestataires ont été tués à plusieurs reprises durant les funérailles des victimes des rassemblements précédents. Depuis le 15 mars, le mouvement de contestation populaire syrien possède plusieurs foyers : à Deraa, dans la ville industrielle de Homs, à Baniyas, proche de la côte méditerranéenne et plus

récemment dans des communes de la banlieue de Damas telles que Douma. Jusqu'ici, environ 500 personnes ont été tuées par la répression (dont un tiers à Deraa). Parallèlement, des arrestations massives ont lieu dans l'opposition et parmi les militants des droits de l'homme. Dernièrement, environ 2000 personnes auraient été arrêtées de façon ciblée en quelques jours. À Deraa, ville symbole de la révolte et « martyre » de la répression, le régime tente de faire un exemple. La ville est assiégée depuis bientôt quinze jours par 3 000 soldats des unités spéciales

de l'armée. Le régime agite le spectre de Hama, ville assiégée et partiellement détruite par l'armée en 1982 après une révolte locale canalisée par des forces islamistes, et dont le bombardement avait fait au moins 20 000 morts. Des dissensions importantes sont apparues au sein de l'armée, où le frère du président, le sinistre Maher el-Assad, dirige personnellement la répression mais où des unités entières auraient fait acte de désobéissance.

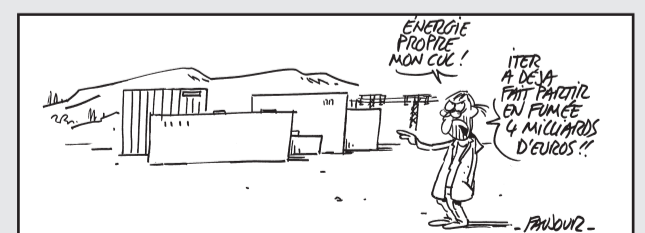
SUITE PAGE 2



REGARDS
France Télécom, la machine à broyer continue
Page 2



ACTU INTERNATIONALE
Tunisie, conférence de la LGO
Page 5



PARLONS-EN
ITER, gâchis, danger ou perspective?
Page 9

Agenda

5 mai, réunion FMI, Vitry. Le NPA de Vitry-sur-Seine organise une réunion publique sur le thème : « FMI, Banque mondiale, OMC, qui sont-ils ? », avec Stéphanie Treillet, économiste et militante altermondialiste. RV à 20h30, salle du Château, 6, rue de Montebello.

6 mai, révolutions arabes, Valentigney. Conférence-débat « Ce que change le réveil arabe » avec Alain Gresh, directeur-adjoint du Monde diplomatique. RV à 20h30, au centre Belon, rue Carnot (derrière la poste), Valentigney. Entrée gratuite.

6 mai, Palestine, Saint-Denis. Journée « Palestine : engagez-vous ! » Meetings, débats, expositions, musique, films, hommages. RV de 14 à 22 heures à la Bourse du travail de Saint-Denis, 9 rue Génin (M° Saint-Denis-Porte-de-Paris). Accueil dès 13 heures. Restauration sur place.

7-8 mai, Base élèves, Paris. Pour réfléchir et construire ensemble une opposition large et efficace au fichage des élèves, le CNRBE vous invite à participer à sa rencontre nationale les 7 et 8 mai à Paris. RV le 7 mai dès 10 heures, Bourse du travail, 3 rue du Château d'Eau, Paris 11° (M° République).

7-8 mai, rencontres anticapitalistes, Marseille. Le NPA a pris l'initiative d'organiser les premières Rencontres anticapitalistes méditerranéennes, en présence d'Olivier Besancenot, de Myriam Martin et de Christine Poupin, nouvelles porte-parole du NPA, ainsi que de militants anticapitalistes du pourtour méditerranéen. Des délégations d'organisations anticapitalistes venant du Maroc, d'Algérie, de Tunisie, d'Égypte, de Palestine, du Liban, d'Irak, de Turquie, de Chypre du Nord, de Grèce, d'Italie, d'Espagne et de Catalogne, du Portugal, de Corse et de Sardaigne seront présentes. RV le samedi 7 mai, à partir de 19 heures au théâtre Toursky, 16, Promenade Léo-Ferré, Marseille.

12 mai, débat nucléaire, Paris. Débat public « Sortir du nucléaire, comment ? » organisé par le NPA Paris 12°. RV dès 20 heures, Espace Liberté, 106, rue de Charenton, Paris 12°.

13 mai, Le Mai Daniel Bensaïd, Toulouse. Soirée « Mai 2011, comment ça va avec les révolutions ? », organisée par Le Mai Daniel Bensaïd. Avec Wassim Azreg, Thomas Sommer, Hegoa Garay, El Comunero et la Seve. RV à 20h30, salle du Sénéchal, Toulouse.

18 mai, débat, Dinan. Débat public proposé et animé par le comité NPA de Dinan, sur les thèmes « Sortir du nucléaire » et « Front national ». RV à 20h30, mairie de Dinan, salle Duclos-Pinot, rue du Marchix.



Syrie, face à la répression, solidarité !

● ● ● **SUITE DE LA PAGE 1**

Par ailleurs, environ 250 démissions du Parti Baath au pouvoir ont été publiquement annoncées. Les dissidents dénoncent l'action brutale des forces de sécurité et parlent d'une violation « des valeurs de toujours du parti ». En réalité, le recours à la répression violente n'est pas nouveau sous ce régime, mais l'inédit réside dans la crainte d'une partie de sa base politique de tout perdre.

Le noyau dur du régime tente de manier le bâton – comme à Deraa – mais aussi la carotte. Ainsi la levée de l'état d'urgence n'est qu'un toilettage : le régime a annoncé au même moment que la « loi d'urgence » sera remplacée illico par une « législation antiterroriste ». Ainsi l'interdiction des manifestations a été remplacée par un système de demande d'autorisation préalable.

Il reste qu'une partie de la population est encore attentiste, craignant une plongée dans le chaos et la division du pays, à l'instar des guerres civiles irakienne et libanaise. Des tensions entre les communautés et groupes de populations ne sont malheureusement pas à exclure, le régime jouant lui-même la carte communautaire. Le régime s'appuie surtout sur la minorité alaouite

(une branche de l'islam chiite), mais s'érige aussi en prétendu protecteur des minorités chrétienne et druze. Cependant, la participation visible de chrétiens aux manifestations, notamment le vendredi 22 avril, a été très positivement remarquée par les protestataires. Le poids du régime pèse surtout sur la majorité sunnite. Au sein de celle-ci, quelques crispations identitaires se sont fait sentir, en réaction aux événements ; il y a eu quelques prédications contre « les mœurs des femmes druzes » dans des villes contestataires.

Pour l'opposition, il sera important de garantir l'unité du pays au-delà de toutes les divisions sectaires. La Syrie est aussi un pays où existent des traditions du mouvement ouvrier et de la gauche. Dans le passé, plusieurs partis communistes ont co-existé pendant de longues années. L'opinion publique arabe ne réagit pas aux événements en Syrie comme à ceux en Tunisie ou en Libye. Alors que les médias et les opinions arabes avaient presque unanimement salué la lutte contre les régimes de Ben Ali, Moubarak et Kadhafi, les réactions sont souvent plus mitigées concernant la Syrie. Les craintes pour l'unité du pays, mais aussi sa position géographique

stratégique (aux frontières d'Israël et de l'Irak) incitent beaucoup d'observateurs régionaux à « plus de prudence ». La Ligue arabe qui avait demandé une intervention occidentale, y compris militaire, en Libye, ne fera certainement pas pour la Syrie.

Une telle intervention impérialiste n'est pas souhaitable et ne semble envisagée par les pays impérialistes eux-mêmes. Les USA ont adopté quelques sanctions personnelles contre Maher el-Assad, l'Union européenne a décrété un embargo sur les armes. Mais ces puissances ne semblent pas très décidées à aller beaucoup plus loin. Le contexte régional, l'attitude d'Israël – qui préfère finalement « la stabilité » et le régime d'el-Assad comme « le diable que nous connaissons », face aux « dangers de l'inconnu » – et les risques d'une dislocation de cet État pluriethnique et pluriethnique les incitent à davantage de prudence qu'en Libye.

Dans ce contexte, nous devons saisir l'occasion pour exprimer une réelle solidarité entre tous les peuples. Celle-ci ne peut venir que d' « en bas ».

Bertold du Ryon

regards

Propos recueillis par Isabelle Ufferte

FRANCE TÉLÉCOM *La machine à broyer continue*

Après le suicide d'un salarié de France Télécom, rien ne semble avoir changé dans l'entreprise. Jean-Michel Gendek, salarié de France Télécom à Bordeaux et militant SUD, en témoigne.

Un collègue, délégué CFDT, s'est immolé sur le parking de l'agence France Télécom de Mérignac (banlieue bordelaise). Comment peut-on en arriver là ?

L'exploitation et l'humiliation sont présentes chez de nombreux salariés de France Télécom. D'abord parmi le personnel le plus exposé et fragilisé, dans les centres d'appels, les boutiques, les services d'interventions, où la pression est forte vu les résultats commerciaux et financiers attendus par l'employeur, mais pas seulement. Le malaise est plus profond. Le cas de notre collègue Rémy Louvrado qui nous a quittés de manière violente en est la preuve.

Il n'était pas directement en contact avec le client, ni en poste d'encadrement avec les difficultés et les contradictions difficiles à vivre. Et pourtant le drame est arrivé, preuve que la politique de gestion du personnel touche l'ensemble des activités et des salariés. L'esprit d'équipe qui existait encore dans les années 1990 a disparu avec les différentes réformes, faites pour isoler. L'individualisation est partout, les entretiens avec les managers, devenus la règle, s'appuient sur une politique basée sur les enjeux boursiers, la concurrence, la nécessité d'être le meilleur opérateur de réseaux, d'accaparer les parts de marché à l'étranger...

Notre collègue, militant CFDT, avait dénoncé ces dérives dans un

courrier de six pages adressé à la direction en 2009. Celui-ci était resté sans réponse, comme ceux de tous les agents qui écrivent à leur hiérarchie, alors qu'il dénonçait : « ceux qui sont abandonnés et contraints de faire face à l'échec au quotidien sont très mal ». Pire, ce collègue a été mis au placard pendant près d'un an. C'est dire combien le personnel peut à un moment se sentir exclu, dévalorisé.

Face à la colère, Stéphane Richard, directeur général de France Télécom, a parlé de « tirer toutes les conséquences ». D'autres l'avaient fait avant, et en 2009 et 2010, il y a eu 46 suicides de salariés dans l'entreprise, deux en 2011. Ce geste de désespoir témoigne qu'il s'agit toujours de la même machine à broyer.

Depuis 2004 nous dénonçons cette *Machine à broyer*, qui était d'ailleurs le titre d'un livre de Dominique Decèze, qui évoquait déjà la vague de suicides qui commençait à France Télécom. Les PDG qui se sont succédé ont tous mené la même politique de rentabilité pour générer des milliards de profits, avec des dividendes versés chaque année aux actionnaires, au détriment des salariés et des investissements dans les infrastructures du réseau.

Actionnaires et banques se frottent les mains et le bilan est catastrophique pour le service public (ou ce qu'il en reste) et les salariés. La crise sociale interne ne fait à mon avis que commencer quand on voit ce qui se profile : séparation des réseaux et des services, entente et rachat des groupes européens et mondiaux avec plans de suppressions de postes à la clé. Tout ça après les réorganisations à France Télécom depuis les années 1980, que n'ont pas réussi à empêcher les luttes importantes contre la privatisation.

La réaction des collègues et de la famille a été immédiate. Comment les salariés, les organisations syndicales voient-elles la suite ?

La famille a contacté un militant SUD, ancien collègue et ami du fils de Rémy. Elle était présente au rassemblement du personnel devant la direction d'Orange à Bordeaux, bien que sous le choc et l'émotion, et n'a pas l'intention d'en rester là. Elle est convaincue que ce geste est politique. Son immolation par le feu revêt une dimension très forte. On peut faire, à une autre échelle, un parallèle avec l'immolation de Mohamed Bouazizi en Tunisie. Il nous laisse à nous, salariés, syndicats, un message qui est un appel à réagir.

Si les réactions après la vague de suicides de 2008 et 2009 ont obligé la direction à geler certains projets (fermetures de sites, mobilité forcée des salariés), les causes du malaise sont encore là. La pression dans les services n'est pas née subitement, c'est celle d'une politique patronale de rendements financiers imposée par les actionnaires, dont l'État pour 25% du capital.

Notre action et nos mobilisations doivent s'appuyer sur des revendications fondamentales : la renationalisation du secteur des télécommunications, un service public de qualité, pour sortir de cette course folle aux profits. C'est à cette seule condition que nous pourrions envisager de mettre en échec cette machine à broyer qui amène des salariés à mettre fin à leurs jours sur leur lieu de travail.



(PHOTO THÉÂTRE ROUGE/DREAM)

Non à l'Europe forteresse !

Sarkozy et Berlusconi souhaitent rétablir les frontières malgré les accords de Schengen, prenant prétexte de l'arrivée de milliers d'immigrants tunisiens pour renforcer leur politique xénophobe.

L'arrivée en Italie de 26 000 immigrants en quatre mois, venus de Tunisie, provoque une crise politique au niveau européen à propos des accords de Schengen. Cela donne lieu à une fuite en avant raciste aussi bien de la part de Sarkozy que de Berlusconi. Ni l'un ni l'autre ne veulent de Tunisiens chez eux ! Malgré des divergences, ils sont d'accord sur un contrôle accru des frontières en Méditerranée. Barroso, président de la Commission européenne, les soutient, en dépit de quelques bé-mols : « J'ai la conviction que nous partageons les mêmes objectifs, à savoir une meilleure gestion de la politique migratoire au niveau de l'Union européenne, plus coordonnée, plus renforcée, plus solidaire et surtout plus commune. »

L'Union européenne (UE), qui se prétend un « espace de liberté de circulation intérieure », rétablit des frontières en son sein même. Le gouvernement français organise une véritable chasse au faciès pour bloquer tous les migrants arrivant de Tunisie à Vintimille, à Marseille, à Paris... Depuis que le gouvernement italien vient d'accorder aux migrants venus de Tunisie des papiers provisoires d'une durée de six mois leur permettant légalement de circuler au sein de l'UE, le gouvernement français joue la surenchère sécuritaire, agitant à nouveau « le spectre de l'invasion ».

Il est important de dénoncer ce fantasme. Contrairement à ce que prétend Sarkozy, ces nouveaux arrivants ne constituent

en rien une menace pour l'Europe. Selon la fondation Schuman, la population immigrée est stable depuis 20 ans, à 8,5%, soit près de 35 millions d'immigrés dans l'UE. C'est moins qu'aux USA où les immigrants représentent 12,5% de la population. Entre 2000 et 2005, le solde migratoire moyen de l'UE était de 1,2 million d'immigrés en plus par an. Le « problème » tunisien ne représente qu'une augmentation de 2%.

L'augmentation de cette immigration est due à deux raisons principales : la guerre en Libye et la chute du régime dictatorial de Ben Ali. 165 000 personnes au moins ont fui la Libye vers la Tunisie et les bombardements menés par l'Otan et l'UE ne sont pas pour rien dans l'aggravation de la situation dans toute la région. Depuis plusieurs années, dans le cadre des accords de Schengen, l'UE coopérait avec les polices de Kadhafi et Ben Ali dans le cadre de Frontex (400 millions d'euros par an). Ce dispositif meurtrier de flicage de la Méditerranée organisé par l'UE est devenu moins « efficace », même si la traversée reste risquée. On comprend aisément qu'aujourd'hui plus de gens arrivent.

La réponse à cette augmentation des migrations ne peut être un contrôle accru des frontières, internes comme externes de



l'UE, ni des moyens supplémentaires pour l'appareil sécuritaire Frontex. Nous refusons évidemment la démagogie raciste de Sarkozy, qui tente de reconquérir l'électorat de Marine Le Pen. Cambadélis pour le PS a déclaré que « fermer nos frontières, cela ne règle rien ». Même Chérèque, peu connu pour sa radicalité, s'y oppose : « On ne doit pas agir tel qu'on le fait actuellement [...], ce n'est pas une invasion ». Même s'ils évoluent, tous les deux défendent une position qui reste cependant très ambiguë de contrôle strict et « humain » des flux migratoires, puisqu'ils acceptent l'argument de la droite de renvoyer « chez eux » les Tunisiens, mais seulement d'ici quelques mois.

RIPOSTE ANTIRACISTE

Localement, les initiatives se multiplient pour soutenir et accueillir les migrants de Tunisie. À Paris, des locaux sont occupés, avec le soutien de la mairie. Dans le sud, appuyé par des

militants, des avocats ont déjà fait annuler les arrestations à la frontière de plusieurs dizaines de Tunisiens car leur titre de séjour accordé en Italie est bien légal. Des militants italiens avaient accompagné des migrants à Vintimille pour un passage en train de la frontière franco-italienne, mais la police française a bloqué le départ même du train.

La gauche doit maintenant s'investir beaucoup plus dans la mobilisation pour faire cesser cette politique anti-immigrés. La CGT, la FSU, Solidaires, des sections CFDT, ainsi que toute la gauche politique à l'exception du PS, sont signataires de l'appel unitaire « d'ailleurs, nous sommes d'ici » à manifester le 28 mai. Soyons le plus nombreux possible dans la rue dans toute la France, afin d'exiger « Des papiers pour qui ? Des papiers pour tous ! »

Antoine Boulangé



Par Ingrid Hayes

QUEL MERVEILLEUX WEEK-END !

Ce week-end, on en a pris plein la vue, un vrai régal ! Il y eut d'abord le mariage. Ah ce mariage ! Le charme moderne de la monarchie britannique, le rapport serein que la population entretient avec elle, la méritocratie qu'elle promeut en introduisant une roturière... Éloge de la monarchie, du mariage – évidemment religieux – et des inégalités sociales, les 3 en 1, la réaction s'étale ! Ce n'est pas comme si les Britanniques étaient soumis à la purge la plus violente depuis Thatcher. Et le même week-end, l'aristocratie anglicane eut le renfort des papistes avec la béatification de Jean-Paul II, homme de paix, vainqueur triomphant de la lutte contre le « communisme », d'une tolérance incontestable envers d'un côté le sida et de l'autre les violences sexuelles exercées par certains prêtres, mais sans pitié à l'égard des dangereux révolutionnaires de la théologie de la libération.

Mais Jean-Paul II et le Vatican ne sont pas les seuls à avoir tenté de nous voler le 1^{er} Mai. Marine Le Pen en avait fait son objectif, poursuivant son offensive en direction du monde du travail par une dénonciation des syndicats accusés d'être au service du « système ». Son « cortège de syndicalistes » n'a pas fait illusion, mais la difficulté politique demeure entière face à une organisation qui, pour mieux le mettre en échec, divise le monde du travail au nom de la préférence nationale.

Dans cette déferlante réactionnaire, une bonne nouvelle tout de même : Ben Laden étant mort, les États-Unis perdent le prétexte qu'ils ont utilisé pour justifier leurs guerres en général, la guerre contre le terrorisme en particulier et toutes les atteintes aux droits démocratiques qui l'accompagnent. Selon toute vraisemblance, d'ici la fin de la semaine, on retrouve donc la paix et la liberté.

leur monde...

Le foot français se sarkozyste.

La Fédération française de football (FFF) se retrouve au cœur d'une tourmente qu'elle n'avait pas vu venir. Mediapart a révélé que lors d'une séance de travail de la direction technique nationale (DTN) et des sélectionneurs nationaux, dont Laurent Blanc, le 8 novembre, il a été évoqué la possibilité d'introduire des « quotas », « sans le dire », pour réduire le nombre de jeunes bi-nationaux (évidemment ce sont exclusivement les joueurs africains et maghrébins qui sont visés) dès l'entrée dans les centres de formation, c'est-à-dire 12-13 ans. Devant l'ampleur de la polémique et la publication en ligne par Mediapart d'un *verbatim*, contesté pour l'instant par aucun des présents, la FFF et le ministère de la Jeunesse et des Sports ont lancé une commission d'enquête chacun de leur côté.

Le plus triste est justement que ce type de propos et de banalités nauséabondes s'expriment dans le monde du ballon rond, énième symptôme d'une banalisation du discours lepéniste – seul Francis Smerecki s'est insurgé lors de la réunion contre cette « discrimination » –, alors qu'il est de fait un des espaces sociaux où s'exprime le mieux la diversité (sauf dans ses instances dirigeantes). Quoi qu'il en soit, les enfants d'immigrés restent toujours soupçonnés de ne pas être de si bons Français que cela...

« Camps pour tapettes » en Malaisie.

Il y a deux semaines en Malaisie, près de 70 écoliers de 13 à 17 ans de l'État de Terengganu ont été envoyés durant quatre jours dans un camp de rééducation afin d'être « soignés » par un programme du gouvernement, pour éviter

qu'ils ne « deviennent gays ou transexuels ». D'après un responsable de l'éducation de l'État de Terengganu, ce camp a été conçu pour les ramener dans le droit chemin de la vie avant qu'ils n'atteignent un point de non-retour, un tel comportement efféminé n'étant pas naturel et ayant une incidence sur leurs études et leur avenir. Ce séjour consistait en des cours de religion, des visites à la mosquée et des activités physiques. Malgré une mobilisation des associations locales, d'une partie de la population de cet État fédéral et même de certains membres du gouvernement afin de mettre un terme à ce que les journaux locaux définissent comme des « camps pour tapettes », le Premier ministre malaisien, Najib Razak, persiste et souhaite donc continuer à « rééduquer » ces jeunes jugés trop féminins.

Au-delà de la subjectivité totale de ce que peuvent être des « allures jugées efféminées », c'est une véritable attaque des droits de l'enfant et surtout une réelle offensive idéologique à l'encontre des populations LGBTI (lesbiennes, gays, bi, trans et intersexes) ou des personnes considérées comme telles. Une pétition que vous pouvez signer en ligne sera remise au Premier ministre durant le sommet de l'ASEAN (association des nations de l'Asie du Sud-Est) la semaine prochaine, afin qu'il mette un terme à ces camps de « rééducation » pour « garçons efféminés » au plus vite : www.allout.org/fr/petition/malaysia

en bref...



(LOUARN DU)

Acharnement politique et judiciaire contre Xavier Mathieu. Mardi 3 mai, Xavier Mathieu était jugé au tribunal correctionnel de Compiègne (Oise) pour avoir refusé un prélèvement ADN à la suite de sa condamnation pour la dégradation de

la sous-préfecture de Compiègne (voir *Tout est à nous!* n°100). Un mois de prison avec sursis a été requis contre le représentant CGT de la lutte des Conti.

800 personnes se sont rassemblées devant le tribunal pour soutenir Xavier. Parmi elles, des ex-salariés de Continental, des militantEs (dont le NPA), des représentants politiques (Olivier Besancenot, Jean-Luc Mélenchon, Nathalie Arthaud, Marie-George Buffet, Jean-Marie Le Guen) ou encore les grévistes sans papiers de Creil. Tous et toutes dénoncent la criminalisation du mouvement social et l'acharnement que subissent des leaders emblématiques comme Xavier Mathieu de la part du gouvernement, pendant que des groupes comme Continental peuvent licencier impunément alors que leurs profits

augmentent. Le jugement du tribunal sera rendu le 28 juin. Gageons que de nombreux soutiens seront encore présents pour affirmer haut et fort que, malgré sa volonté de réprimer les contestataires, le gouvernement ne fera pas plier le mouvement social!

Psychiatrie sécuritaire, la mobilisation continue. Après le vote du projet de loi sécuritaire sur l'hospitalisation psychiatrique, le 22 mars à l'Assemblée nationale, la mobilisation se poursuit à l'occasion du débat au Sénat. Aussi, le NPA est-il signataire de l'appel à un rassemblement unitaire, le 10 mai entre 16 et 19 heures devant le Sénat, lancé par les collectifs « Des 39 », « Mais c'est un homme », « Contre les politiques de la peur », la Ligue des droits de

l'homme, Sud-santé-sociaux, des associations d'usagers et les forces politiques de gauche. Cet appel rejette le projet gouvernemental et exige un débat public et contradictoire, prenant le temps nécessaire, alors que le pouvoir cherche à court-circuiter toute réflexion en exploitant l'émotion causée par des faits divers dramatiques. Ce débat ne doit pas se limiter aux seuls professionnels de la psychiatrie, mais doit être ouvert à toutes les personnes concernées, usagers, familles, professionnels, élus... L'appel s'inscrit enfin dans la perspective d'une loi sur le soin, « une loi cadre d'accueil et d'hospitalité », car c'est de moyens pour soigner, et non pour exclure, que la psychiatrie a besoin.

Objectifs budgétaires : rigueur en vue

Le 27 avril, le gouvernement a présenté ses objectifs budgétaires de moyen terme (2011-2014) dans le cadre d'une nouvelle procédure. En effet, les « programmes de stabilité » s'inscrivent désormais dans le cadre du « semestre européen » : les États doivent transmettre fin avril leurs prévisions budgétaires à la Commission et au Conseil européen. Ce dernier leur fera ses remarques en juin ou juillet. Alors seulement, les Parlements nationaux débattront. Ce dispositif, proposé par la Commission, a été accepté par l'ensemble des ministres des Finances.

Par ailleurs, la révision de la Constitution française effectuée en 2008 autorise le gouvernement à faire une déclaration devant le Parlement, suivie d'un débat. Mme Lagarde et M. Barouin en ont donc profité pour faire un tour de piste et tenter de sauvegarder les apparences du débat démocratique. En réalité, le gouvernement ne s'adressait ni aux parlementaires ni à la population mais aux propriétaires de capitaux. Mme Lagarde s'est chargée de les rassurer : le déficit sera réduit à 3% du PIB en 2013 sans que les taux d'imposition n'aient eu à augmenter. Les dépenses seront maîtrisées et les recettes vont spontanément bénéficier de « l'intensification de la reprise économique ».

Alors que la croissance a été de 1,5% en 2010, le gouvernement prévoit 2% en 2011 et 2,25% en 2012. Mais tous les organismes internationaux, et même la Commission sénatoriale des finances, prévoient nettement moins (1,8% en 2012 selon le FMI). Mme Lagarde se félicite du fait que « la consommation des ménages n'a jamais fléchi en France » depuis le début de la crise, mais les mesures de rigueur vont finir par avoir des conséquences. L'Insee prévoit d'ailleurs une légère diminution de la consommation au deuxième trimestre 2011. Et le gel du point d'indice des fonctionnaires va sans doute contribuer à aggraver ce phénomène. L'alternative serait d'augmenter les impôts des plus riches. Mais en dehors d'un hypothétique « toilettage » des niches fiscales (pour seulement 3 milliards d'euros par an), le gouvernement s'y refuse. Mardi 3 mai, il devait même présenter à l'Assemblée un nouveau projet de loi de révision constitutionnelle instaurant une règle (délirante) d'équilibre des finances publiques, et supprimant toute initiative parlementaire relative aux recettes fiscales.

Il faut constamment le rappeler : les déficits proviennent des cadeaux fiscaux et de la crise dont les capitalistes portent l'entière responsabilité. Quant à la « gouvernance européenne », l'idée même de coordonner les politiques économiques nationales est bonne, mais pas pour réduire les dépenses sociales au nom de la compétitivité. Imposer aux États les plus riches d'augmenter immédiatement les minima sociaux et les salaires des fonctionnaires serait le meilleur service à rendre aux populations grecque et portugaise. Cette Union européenne privilégie la concurrence à la solidarité, elle sanctuarise le profit au détriment de l'emploi, elle planifie l'austérité. Il est urgent de lui opposer le projet d'une fédération des États socialistes d'Europe, planifiant des investissements répondant aux besoins des peuples.

Philippe Légé



La dépendance n'est pas une marchandise !

Le projet gouvernemental de financement de la dépendance est une attaque de plus contre l'accès aux soins pour toutes et tous et un nouveau cadeau pour les assurances privées. L'appel d'Attac et de la fondation Copernic est un point d'appui pour organiser la riposte face à ce projet de loi qui prépare la destruction de l'ensemble de la Sécurité sociale.

Le NPA est signataire de l'appel initié par la fondation Copernic et Attac sur la dépendance¹. Cet appel revendique « la prise en charge à 100% de la perte d'autonomie par la Sécurité sociale, un système obligatoire, universel et solidaire, sans condition d'âge ni de ressources », à l'opposé du projet gouvernemental qui veut imposer, à partir de 50 ans, l'adhésion obligatoire à une assurance privée. Après avoir sévi dans les hôpitaux, Roselyne Bachelot s'occupe de la dépendance. Elle « concerta ». Quatre groupes de travail thématiques² regroupant « des élus, des experts, les représentants des grandes centrales syndicales, des représentants des usagers, les principales associations du secteur et des professionnels » sont censés préparer les dispositions gouvernementales.

Les confédérations syndicales ont accepté des strapontins dans cette mauvaise comédie et ne préparent aucune riposte. C'est regrettable. Les grandes lignes du projet gouvernemental sont pourtant connues : le financement par les cotisations sociales et même par l'impôt est écarté. Il ne peut être envisagé, selon les déclarations de ministres dans le cadre des débats officiels, « d'alourdir le coût du travail et d'augmenter la dette en reportant le financement sur les générations futures pour financer la dépendance ». Ils souhaitent « le maintien d'un socle de solidarité et apporter la garantie de l'État à ceux qui ont souscrit des contrats d'assurance », l'assistance pour les plus pauvres et l'assurance pour les autres ! Sans oublier : « la famille, un déterminant essentiel de l'accompagnement de la dépendance »³.

Et pourquoi s'arrêter en si mauvais chemin ? À la suite de Sarkozy, Fillon a expliqué que « la modernisation de notre système de protection sociale s'impose à nous. Nous avons commencé avec la réforme des retraites [...] Il faudra ensuite sérier les pistes de financement : assurance obligatoire ou facultative, collective ou individuelle ? » En bref, après la dépendance, toute la Sécurité sociale y passera ! L'appel Copernic-Attac est un point d'appui pour construire la mobilisation. Les divergences entre des organisations signataires sur les modalités de financement (le NPA s'oppose à la CSG et à la fiscalisation, qui exonèrent les employeurs de l'essentiel de leur contribution) ne doivent pas être un obstacle à l'action unitaire. Des réunions-débats vont être organisées dans les prochaines semaines³. Ce sera

l'occasion de débattre des modalités de la lutte indispensable pour faire échec au gouvernement. Le NPA propose une échéance : à l'occasion du débat parlementaire sur la loi de financement de la Sécurité sociale. C'est à ce moment que le gouvernement voudra prendre les mesures concrètes sur la dépendance.
Stéphane Bernard

1. « Exigences citoyennes sur la prise en charge de la perte d'autonomie », à lire sur www.npa2009.org
2. Voir le site officiel : www.dependance.gouv.fr
3. Pour la région parisienne, le mardi 14 juin.

Pour plus d'informations et d'analyses, voir le site de la Commission santé-Sécu-social du NPA : <http://siteinfocusante.free.fr>



De quoi l'AKP est-il le nom ?

TURQUIE. Présenté par les dirigeants occidentaux comme un modèle pour l'émancipation des peuples à l'heure des révolutions arabes, le parti au pouvoir AKP est en fait un parti réactionnaire et autoritaire.

Dans le cadre des processus révolutionnaires dans les pays du monde arabe, un propos revient assez souvent sous la plume de commentateurs médiatiques ou de personnages publics : la Turquie constituerait un modèle pour l'aboutissement de ces processus. Certaines fois, cela a pour but d'indiquer, contre les logiques néo-conservatrices, que les peuples à majorité musulmane ne sont pas condamnés à choisir entre dictature sanguinaire et régime théocratique. En effet, le parti au pouvoir en Turquie, l'AKP (Parti de la justice et du développement), bénéficie d'une indulgence extrême de la part des dirigeants occidentaux et des éditocrates qui le considèrent comme un exemple. Certes l'AKP n'est pas une émanation de l'armée, n'a pas dans son programme la transformation de la Turquie en État islamique et remporte des élections législatives... mais cela n'est sûrement pas suffisant pour en faire un « exemple » pour des processus révolutionnaires. Par ailleurs, le soutien exprimé par le président Recep Erdogan à la cause palestinienne

suscite une certaine sympathie parmi ceux qui sont indignés par les exactions de l'État israélien. Le terme « islamiste » qui recouvre des réalités très différentes ne fait que brouiller l'analyse¹. Aujourd'hui, l'AKP doit avant tout être caractérisé à la lumière de son action. L'AKP mène une politique néolibérale agressive au service d'une bourgeoisie dont l'accumulation de capital est basée sur l'export (textile, automobile, agro-alimentaire...), qui continue de collaborer avec l'État d'Israël, n'hésite pas à surenchérir dans le conservatisme autoritaire et nie la pluralité nationale de la Turquie (à l'instar de la Constitution qu'elle a fait adopter et qui a été boycottée par la grande majorité des Kurdes). Ces dernières semaines, l'AKP a fait un pas de plus dans l'autoritarisme. En effet, un an après l'interdiction du principal parti kurde, le DTP, alors que des élections sont prévues en juin, le haut conseil électoral (HCE) contrôlé par l'AKP a pris la décision d'annuler sept candidatures du « Bloc pour le travail, la liberté et la démocratie » constitué autour du nouveau parti kurde, le BDP. Par ailleurs, le

HCE a interdit la participation du parti de gauche radicale ÖDP sous des prétextes administratifs. Cette décision a provoqué une légitime indignation, particulièrement au sein du peuple kurde qui a manifesté en masse pour ses droits démocratiques...

La répression a été terrible, la police n'a pas hésité à tirer à balles réelles blessant gravement de nombreux manifestants et tuant un jeune kurde de 18 ans, Ismail Oruç, à Bismil. Le ministre de l'Intérieur s'est contenté d'affirmer qu'il s'agissait « d'une réponse appropriée »...

Face à la virulence de la mobilisation, le HCE a du reculer et revenir sur six des sept annulations de candidatures (tout en maintenant l'interdiction de l'ÖDP). Néanmoins, le sens de la manœuvre initiale est clair tout comme le fait que, plus que jamais, aujourd'hui comme hier, l'AKP est le contre-exemple pour tous ceux qui luttent pour l'émancipation des peuples.

Suren

1. Voir par exemple *l'Islamisme en face*, de François Burgat, La Découverte.

TUNISIE Conférence de la LGO

Du 23 au 25 avril, une délégation du NPA s'est rendue en Tunisie pour rencontrer diverses organisations anticapitalistes et assister à la première conférence nationale de la Ligue de la gauche ouvrière (LGO).

L'ensemble des organisations rencontrées (PCOT, PTPD, MPD, PD) ont toutes joué un rôle majeur dans la révolution tunisienne. La dictature de Ben Ali avait forcé les organisations anticapitalistes à rentrer en clandestinité ou à se dissoudre, confrontées à une répression féroce. Le travail patient et courageux de ces militantEs, depuis plusieurs années, a été décisif dans les prémices comme dans le développement de la révolution.

C'est dans ce contexte que s'est tenue la première conférence nationale de la LGO qui devrait aboutir d'ici six à neuf mois à un congrès de fondation. La LGO est présente dans plusieurs villes et, bien que n'étant pas encore une organisation de masse, nombre de ses membres sont des dirigeantEs reconnuEs dans plusieurs secteurs de luttes, que ce soit dans les récentes grèves des PTT, dans les luttes féministes ou encore dans les luttes des jeunes étudiants-chômeurs ou les occupations de la Casbah.

Lors de la conférence, la situation sociale et politique, la crise et le processus révolutionnaire en cours ont été au centre des débats. Mais c'est aussi l'intervention de la LGO au sein du mouvement de masse que devait préciser cette conférence. Que ce soit au sein de l'UGTT, des Conseils de protection de la Révolution, dans la haute instance où siège une camarade de la LGO, dans la jeunesse étudiante, chez les jeunes chômeurs, les femmes... l'intervention coordonnée des révolutionnaires est centrale afin de faire avancer la révolution, et tenter de limiter l'influence des réformistes ou des contre-révolutionnaires qui tentent de la paralyser. Mais c'est aussi le regroupement, au sein de fronts unitaires, des organisations révolutionnaires et progressistes qui est à l'ordre du jour et débattu aujourd'hui, notamment l'avenir du Front du 14 Janvier. La discussion a tourné autour du développement des luttes et la perspective des élections à l'Assemblée constituante, programmée par le gouvernement le 24 juillet prochain. Faut-il y aller et dans quel cadre d'alliance ? La situation actuelle en Tunisie est très instable et inégale selon les localités et les secteurs, des grèves et des manifestations éclatent quotidiennement. La population se politise et se radicalise de jour en jour et les mois à venir vont être décisifs. Afin de s'opposer aux récupérations d'un appareil d'État qui n'a que peu changé et qui peut trouver des relais dans des organisations réformistes et – aux forces impérialistes qui souhaitent une stabilisation pour relancer leur économie –, une nouvelle étape de mobilisation est nécessaire pour approfondir le processus révolutionnaire en s'appuyant notamment sur les centaines de comités populaires existant dans tout le pays.

Alain Krivine et Cédric Bottero

ACCORDS HAMAS-FATAH Rien n'est possible sans mobilisation populaire

À l'heure où tous les pays du Maghreb et du Machrek sont touchés par des mouvements de révolte populaire sans précédent, où de vrais processus révolutionnaires se développent comme en Tunisie et en Égypte, la Palestine est l'objet à son tour de rebondissements inattendus, avec la signature d'un « accord de réconciliation » entre le Hamas et le Fatah. Ce brusque retournement d'une situation bloquée depuis 2007, après la victoire électorale du Hamas remise en cause par la direction du Fatah, est la conséquence directe de l'accélération de l'histoire dans tous les pays du monde arabe. Comment ne pas voir dans la décision des deux directions politiques ennemies l'urgence de prévenir une vague de contestation populaire inédite. À Gaza, privée de tout, assiégée, bombardée depuis quatre ans par l'armée sioniste, administrée par un Hamas omniprésent et peu sensible aux aspirations démocratiques de la jeunesse, en Cisjordanie dont la population est harcelée quotidiennement par les colons et l'armée d'occupation, humiliée par le mur de séparation raciste érigé par Israël, administrée par une autorité aux pratiques contestées, le peuple palestinien

exprime lui aussi son désir de changement. Cela s'est traduit par de multiples rassemblements, encore faibles en nombre de participants, systématiquement réprimés par le Hamas à Gaza et par l'Autorité palestinienne en Cisjordanie. Sur la place Manara à Rammalah, une tente occupée par de jeunes « blogueurs » surmontée d'un calicot « *Le peuple veut la fin de la division* » exprime clairement le ras-le-bol général d'une situation devenue insupportable.

Pour autant, il serait bien hasardeux de penser que les deux administrations, aussi fortement contestées, puissent, par on ne sait quel coup de baguette magique, trouver un terrain d'entente qui dépasse un simple accord de gestion économique. Les divergences politiques sont si profondes, le contentieux entre le Hamas et le Fatah si lourd, qu'un gouvernement commun apolitique, composé de technocrates, a peu de chances de régler les problèmes fondamentaux que sont la création d'un État palestinien souverain bénéficiant d'une continuité territoriale avec Jérusalem pour capitale, la libération des prisonniers et le droit au retour des réfugiés. La satisfaction de ces revendications

fondamentales du peuple palestinien passe par une mobilisation populaire de grande ampleur, une nouvelle Intifada, appuyée par un contexte international favorable. Le projet d'organiser dans un an des élections présidentielles puis législatives ne se situe évidemment pas à un tel niveau.

Cependant, l'annonce par le ministre des Affaires étrangères égyptien de la réouverture prochaine de la frontière avec Gaza, la décision de l'ONU d'une reconnaissance en septembre d'un « État palestinien » ajoutés à l'accord de réconciliation, constituent des points d'appui pour « désenclaver » la lutte du peuple palestinien et lui redonner sa place centrale dans le combat anti-impérialiste. Les dirigeants d'Israël l'ont bien compris et multiplient les déclarations visant à s'opposer par avance à toute évolution de la situation et prennent de nouvelles mesures de rétorsion. Une grande journée de mobilisation du peuple palestinien doit se tenir le 15 mai prochain, sachons lui apporter tout le soutien et toute la solidarité qu'elle mérite.

Alain Pojolat

1871, la Commune

Un nouveau monde

Le 18 mars 1871, l'insurrection populaire parisienne chasse le gouvernement qui se réfugie à Versailles. Le 28 mai, avec la chute de la dernière barricade, s'achève la Semaine sanglante. La Commune de Paris n'a duré que 72 jours.

Cette brève expérience révolutionnaire a pourtant eu un impact considérable, durable et de portée internationale, sur le mouvement ouvrier. Au point d'être toujours, 140 ans plus tard, une référence pour celles et ceux qui n'ont pas renoncé au combat pour l'émancipation...

Cela s'explique en partie parce que l'écrasement de la Commune est devenu le symbole par excellence de la sauvagerie de la bourgeoisie quand son pouvoir est menacé. Et aussi parce que la Commune, ses potentialités et son échec, ont nourri la réflexion stratégique de générations de militants, comme celle des théoriciens du mouvement révolutionnaire, à l'instar de Karl Marx, de Friedrich Engels, de Michel Bakounine, de Louise Michel, de Lénine, de Trotsky et de bien d'autres.

Mais, surtout, la Commune de Paris a été le premier gouvernement populaire où, de façon certes éphémère, le pouvoir a été exercé directement par des gens ordinaires et non par des professionnels de la représentation et de la politique.

Dans l'urgence, ce gouvernement a pris des mesures radicalement nouvelles, certaines au contenu social marqué, d'autres dotées d'une dynamique socialiste. Dans bien des domaines, cet héritage demeure une source d'inspiration...

François Coustal

Urgence sociale

Dès son installation le 29 mars, la Commune doit faire face à une situation sociale catastrophique, consécutive à la guerre puis au siège de Paris.

Les loyers dus avaient fait l'objet d'un moratoire depuis le mois d'août. Mais, début mars, la nouvelle Assemblée nationale avait décrété la fin du moratoire. La Commune annule purement et simplement les loyers dus! Elle suspend également la vente des objets déposés en gage au Mont-de-Piété. Ces mesures seront complétées ultérieurement. Le 12 avril, la Commune suspend les poursuites judiciaires concernant les échéances impayées, qu'il s'agisse de loyers, d'emprunts ou d'effets de commerce. Le 16 avril, elle porte à trois ans le délai de remboursement des échéances et des dettes. Le 25 avril, elle décide la réquisition des logements vacants pour y loger

les victimes des bombardements. Le 6 mai, elle autorise les personnes ayant mis en gage des objets de faible valeur (« moins de 6 francs ») à les récupérer gratuitement.

Au-delà de ces décisions dictées par l'urgence, la Commune prend de nombreuses autres mesures à caractère social, notamment sous l'impulsion des membres de l'Association internationale des travailleurs qui regroupe le courant socialiste et révolutionnaire. Ainsi, le décret du 5 avril crée des bureaux municipaux de placement, celui du 20 avril interdit le travail de nuit dans les boulangeries, celui du 27 avril interdit les amendes et retenues sur salaire, et encore celui du 13 mai oblige les entreprises souhaitant passer des marchés avec la Commune à indiquer le salaire minimum qu'elles pratiquent...

La moitié du ciel

Pendant la Commune, comme dans toutes les périodes d'effervescence révolutionnaire, les femmes ont été en première ligne de la confrontation sociale. Et, comme dans toutes les périodes d'effervescence révolutionnaire, elles ont eu à batailler pour faire reconnaître leur rôle et leurs droits. Plusieurs groupements de femmes ont existé, le principal étant le Comité central de l'Union des femmes pour la défense de Paris et les soins aux blessés – en général désigné par le vocable Union des femmes – animé par Nathalie Le Mel et Élisabeth Dmitrieff. L'Union des femmes développa une activité considérable en termes de réunions publiques dans les arrondissements, de soins aux blessés, de permanences pour la collecte et la distribution de nourriture aux veuves et aux orphelins. Mais elle n'entendait pas être confinée aux tâches de soins, d'entraide et de solidarité. Ainsi, pour l'Union des femmes, « dans l'ordre social du passé, le travail de la femme étant le plus exploité, sa réorganisation immédiate est donc de toute urgence ». C'est pourquoi, très rapidement, l'Union revendique auprès de la « commission du travail et de

l'échange » de la Commune d'être « chargée de la réorganisation et de la distribution du travail des femmes à Paris... en commençant par lui accorder l'équipement militaire ». Revendication satisfait : en accord avec la Commune et sous l'impulsion de l'Union des femmes, des associations productives de travailleuses se constituent et se fédèrent.

D'autres revendications surgissent comme la suppression de la prostitution ou l'élimination des religieuses des hôpitaux et des prisons. Parmi les réalisations de la Commune, il faut également noter l'extension aux veuves et aux orphelins de la pension qui, initialement, était versée uniquement aux blessés. En mai 1871, la Commune crée l'égalité de tous les enfants – légitimes ou naturels – ainsi que des épouses et des concubines pour le versement des pensions.

Enfin, la revendication du droit à porter les armes s'est traduite par la participation active des femmes aux combats pour la défense de la Commune. Selon Louise Michel, « plus de dix mille femmes, éparses ou ensemble, combattirent pour la liberté ».

Défense populaire

C'est l'un des tout premiers décrets pris par la Commune, deux jours après son élection. Il est assez court pour être cité intégralement :

1. La conscription est abolie ;
2. Aucune force militaire, autre que la Garde nationale, ne pourra être créée ou introduite dans Paris ;
3. Tous les citoyens valides font partie de la Garde nationale.

De fait, cette décision s'inscrit dans une longue tradition de méfiance antimilitariste. Ainsi, dans une déclaration, les gardes nationaux du 6^e arrondissement affirment : « toute armée permanente est destructive des institutions républicaines [...] La Garde nationale ne doit obéir qu'aux chefs choisis par elle et constamment révoquables ». Elle s'appuie sur l'existence (antérieure à la Commune) de la Garde nationale qui

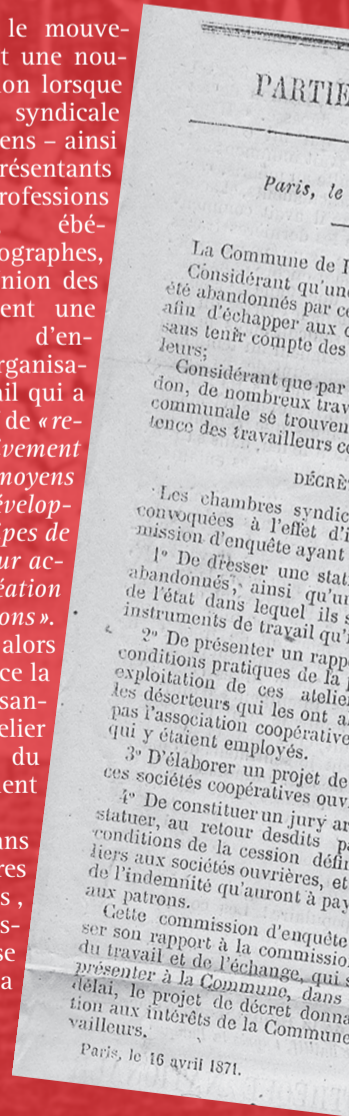
constitue une espèce d'armée de réserve composée de ceux qui n'ont pas été tirés au sort pour faire leur service militaire. Organisée sur une base géographique, elle agit en suppléant l'armée régulière. Pendant les semaines qui ont précédé la Commune, la Garde nationale s'est progressivement organisée – « fédérée », pour employer le terme choisi par les gardes nationaux eux-mêmes – à travers un système de délégation de bataillon, chapeauté par le Comité central de la Garde nationale « formé de deux délégués par arrondissement, élus sans distinction de grade ». C'est donc cette forme démocratique d'organisation, reposant sur l'implication de tous les citoyens et l'élection des responsables que la Commune entend pérenniser : l'armée permanente professionnelle ou de conscription, doit laisser place au peuple en armes.

Rendez-nous nos usines!

Le 16 avril, la Commune légifère à propos des ateliers abandonnés par leurs propriétaires à l'occasion du siège de Paris par les Prussiens ou de la fuite des possédants hors de Paris, après l'insurrection du 18 mars. Le décret prévoit que les chambres syndicales ouvrières – c'est le nom des premières structures syndicales en voie d'organisation – créent une commission d'enquête pour recenser les ateliers abandonnés et étudier les conditions de leur remise en marche « non plus par les déserteurs qui les ont abandonnés, mais par l'association coopérative des ouvriers qui y étaient employés ». Il est également prévu de constituer un jury arbitral pour déterminer l'indemnité versée aux patrons lors de la « cession définitive des ateliers aux sociétés ouvrières ». Si la Commune ne va pas jusqu'au refus pur et simple de toute indemnisation, par contre c'est bien de l'expropriation des capitalistes – en tout cas, des capitalistes « défaillants » – qu'il est ici question. Et, surtout, ces expropriations doivent déboucher sur la gestion ouvrière : l'organisation de la production par les producteurs eux-mêmes, organisés en coopératives.

Après la publication de ce décret, le processus se met en marche. Dans plusieurs branches d'activité, le travail de recensement commence. Des coopératives se constituent pour postuler à la reprise des entreprises, comme l'Association ouvrière des fondeurs en fer de la rue Saint-Maur. Dans le 15^e, la fonderie Brosse est réquisitionnée. Début mai, le Conseil de la Commune est saisi d'une nouvelle proposition visant à aller plus loin et à réquisitionner non seulement les ateliers abandonnés mais aussi « tous les grands ateliers des monopoleurs ».

Le 18 mai, le mouvement connaît une nouvelle impulsion lorsque la Chambre syndicale des mécaniciens – ainsi que les représentants d'autres professions (cordonniers, ébénistes, lithographes, etc.) – et l'Union des Femmes créent une commission d'enquête et d'organisation du travail qui a pour objectif de « rechercher activement tous les moyens tendant à développer les principes de solidarité pour accélérer la création des associations ». Le 21 mai, alors que commence la Semaine sanglante, l'atelier d'armes du Louvre devient coopérative. Comme dans bien d'autres domaines, c'est la répression qui brise l'élan de la Commune.



PARIS — Souvenir de l'année terrible 1870-71

Tricade Rue Lafayette et Faubourg St-Martin C. M.

18 Mars 1871

D'ailleurs, ils sont d'ici...

La Commune – qui a pris beaucoup de décrets – n'a pas réglementé spécifiquement le statut et les droits des étrangers, sinon à l'occasion de la validation de l'élection de Léo Fränkel. En effet, lors des élections au Conseil de la Commune, le 26 mars, les listes électorales utilisées dataient de l'Empire : n'y figuraient que les hommes de nationalité française habitant à Paris. Néanmoins, Fränkel, juif hongrois et ouvrier bijoutier, fut élu dans le 13^e arrondissement. Il est ensuite ministre du Travail ou, pour reprendre la dénomination de la Commune, Délégué de la commission du travail et de l'échange. Son élection est validée en ces termes : «*considérant que le drapeau de la Commune est celui de la République universelle, considérant que toute cité a le droit de donner le titre de citoyen aux étrangers qui la servent, la commission est d'avis que les étrangers peuvent être admis*». Dans la même logique, Elisabeth Dmitrieff – qui était de nationalité russe – se voit décerner «*le titre de citoyenne de Paris*». La Commune compte également deux étrangers parmi ses chefs militaires : les officiers polonais Jaroslaw Dombrowski et Walery Wroblewski.

Pouvoir populaire

La Commune a oscillé en permanence entre une vocation de sauvegarde des libertés communales parisiennes retrouvées et l'anticipation d'une nouvelle forme d'organisation du pouvoir politique dans le contexte d'une situation insurrectionnelle. En butte à l'hostilité de la coalition de tous les réactionnaires regroupés derrière le gouvernement Thiers – comme l'ont écrit les communards eux-mêmes – «*La Commune de Paris a été forcée de sortir de ses attributions normales. Traitée en ennemie, elle a dû faire acte de gouvernement, assurer dans les limites du possible les services généraux; agir en belligérant comme la guerre qu'on lui déclarait lui en imposait le devoir*».

La Commune se veut donc l'exact opposé de l'Empire : une République démocratique et sociale, «*composée de conseillers municipaux élus au suffrage de tous les citoyens, responsables et révocables à tout moment*». Les élus aussi bien que les fonctionnaires de la Commune devront accomplir leur tâche pour le salaire d'un ouvrier : début avril, le Conseil de la Commune limite le salaire des fonctionnaires dont, par ailleurs, elle abolit le serment politique et professionnel. Elle interdit également le cumul des traitements.

Le 19 avril, à l'unanimité (moins une voix), la Commune adopte une «*Déclaration au peuple français*» qui constitue son programme en matière d'organisation du pouvoir à travers la «*révolution communale*». C'est-à-dire «*l'association volontaire de toutes les initiatives locales, le concours spontané et libre de toutes les énergies individuelles*». Avec comme objectif : «*la fin du vieux monde gouvernemental et clérical, du militarisme, du fonctionnarisme, de l'exploitation*». Pour les Communards, la réalisation de ce projet nécessite évidemment «*l'intervention permanente des citoyens dans les affaires communales*».

COMMUNE DE PARIS
A LA GARDE NATIONALE

Citoyens,
Nous apprenons que certaines inquiétudes persistent, dans la garde nationale, au sujet du citoyen Dombrowski, nommé commandant de la place.
On lui reproche d'être étranger et inconnu de la population parisienne.
En effet, le citoyen Dombrowski est Polonais.
Il a été élu chef principal de la dernière insurrection polonaise, et a tenu tête à l'armée russe pendant plusieurs mois.
Il a été général sous les ordres de Garibaldi qui l'estime tout particulièrement.
Dès qu'il devint commandant de l'armée des Vosges, le premier soin de l'armée fut de demander le concours du citoyen Dombrowski : Trochu refusa de le laisser partir de Paris, et le fit même incarcérer.
Le citoyen Dombrowski a également fait la guerre du Caucase où il défendait, comme ici, l'indépendance d'une nation menacée par un ennemi implacable.
Le citoyen Dombrowski est donc incontestablement un homme de guerre et un soldat dévoué de la République universelle.
(La commission exécutive de la Commune.)

DECLARATION AU PEUPLE FRANÇAIS

Paris, le 19 avril 1871

Les droits inhérents à la Commune sont :
Le vote du budget communal, recettes et dépenses; la fixation et la répartition de l'impôt; la direction des services locaux; l'organisation de sa magistrature, de la police intérieure et de l'enseignement; l'administration des biens appartenant à la Commune.

Le choix par l'élection ou le concours, avec la responsabilité, et le droit permanent de contrôle et de révocation des magistrats ou fonctionnaires communaux de tous ordres.

La garantie absolue de la liberté individuelle, de la liberté de conscience et la liberté du travail.

L'intervention permanente des citoyens dans les affaires communales par la libre manifestation de leurs idées, la libre défense de leurs intérêts : garanties données à ces manifestations par la Commune, seule chargée de surveiller et d'assurer le libre et juste exercice du droit de réunion et de publicité.

L'organisation de la défense urbaine et de la garde nationale, qui élit ses chefs et veille seule au maintien de l'ordre dans la cité.

Paris ne veut rien de plus à titre de garanties locales, à condition, bien entendu, de retrouver dans la grande administration centrale, délégation des communes fédérées, la réalisation et la pratique des mêmes principes.

Mais, à la faveur de son autonomie et profitant de sa liberté d'action, Paris se réserve d'opérer comme il l'entendra, chez lui, les réformes administratives et économiques que réclame sa population; de créer des institutions propres à développer et propager l'instruction, la production, l'échange et le crédit; à universaliser le pouvoir et la propriété, suivant les nécessités du moment, le vœu des intéressés et les données fournies par l'expérience.

Nos ennemis se trompent ou trompent le pays quand ils accusent Paris de vouloir imposer sa volonté ou sa suprématie au reste de la nation, et de prétendre à une dictature qui serait un véritable attentat contre l'indépendance et la souveraineté des autres communes.

Laïcité

Considérant que le budget des cultes est contraire au principe, puisqu'il impose les citoyens contre leur propre foi, considérant, en fait, que le clergé a été le complice des crimes de la monarchie contre la liberté, la Commune de Paris décrète :

Art. 1^{er}. L'Église est séparée de l'État.

Art. 2. Le budget des cultes est supprimé.

Art. 3. Les biens dits de mainmorte, appartenant aux congrégations religieuses, meubles et immeubles, sont déclarés propriétés nationales.

Art. 4. Une enquête sera faite immédiatement sur ces biens pour en constater la nature et les mettre à la disposition de la Nation.

La séparation de l'Église et de l'État est décidée en ces termes le 3 avril, soit moins d'une semaine après la mise en place du Conseil de la Commune. Après l'écrasement de la Commune, il faudra attendre plus de trente ans – en fait, la loi de 1905 – pour que, sous une forme très édulcorée, soit reconnue la laïcité de l'État.

À l'époque de la Commune, l'anticléricalisme militant est partie prenante des combats émancipateurs. Nombre de communards – et de communardes... – sont des «libres-penseurs» qui n'hésitent pas à manifester leur détestation pour la religion, comme Gustave Flourens, l'un des premiers chefs militaires de la Commune : «*L'ennemi c'est Dieu. Le commencement de la sagesse c'est la haine de Dieu [...] cet épouvantable mensonge qui, depuis six mille ans, énerve, abrutit, asservit la pauvre Humanité.*»

Priorité à l'éducation

La Commune ne s'est pas contenté de proclamer que l'École devait être laïque, gratuite et obligatoire, devise que la Troisième République finira par reprendre à son compte. Elle a initié de profondes réformes tant sur le contenu que sur la forme des activités scolaires et d'éducation. L'accent est mis sur la multiplication des écoles pour les filles – alors que celles-ci étaient rares – ainsi que sur la création d'écoles professionnelles aussi bien pour les garçons que pour les filles.

Ainsi, dans le 5^e arrondissement : «*les enfants âgés d'environ douze ans et au-dessus, quel que soit l'arrondissement qu'ils habitent, y seront admis pour compléter l'instruction qu'ils ont reçue dans les écoles primaires et pour y faire, en même temps, l'apprentissage d'une profession*». Dans le 3^e arrondissement, l'objectif est de faire

passer la gratuité en pratique : «*nous informons les parents des élèves qui fréquentent nos écoles qu'à l'avenir toutes les fournitures nécessaires à l'instruction seront données gratuitement par les instituteurs qui les recevront de la Mairie*». En matière de contenu et de pédagogie, l'accent est mis sur la promotion de l'esprit scientifique. Ainsi, sur le contenu, la Commission de l'enseignement insiste : «*les faits et les principes scientifiques seront enseignés sans aucune concession hypocrite faite aux dogmes que la raison condamne et que la science répudie*». Cette préoccupation vaut aussi pour les méthodes pédagogiques : ainsi, dans le 18^e arrondissement, on emploiera «*la méthode expérimentale ou scientifique, celle qui part de l'observation des faits, quelle qu'en soit la nature : physiques, moraux, intellectuels*».

Rassemblement les anticapitalistes

La crise politique qui frappe la droite au pouvoir, la pression exercée par l'extrême droite, le caractère plus que jamais libéral du programme du PS, l'approfondissement des crises économique, écologique, sociale et l'approche de l'élection présidentielle invitent à une réflexion approfondie.

Quel programme et quelle stratégie pour changer radicalement ?

Le dernier Conseil politique national (CPN) a décidé d'une démarche publique dans le but de favoriser le rassemblement des anticapitalistes.

Le NPA s'est adressé largement à la population, à celles et ceux qui ne lâchent rien, par des rencontres, des diffusions de tracts. Il a rencontré les différentes formations qui entendent œuvrer à une alternative à la droite et au social-libéralisme, de la Fédération pour une alternative sociale et écologique (Fase) à Lutte ouvrière en passant par les formations prônant la décroissance, les Alternatifs et le Front de gauche (PCF, PG, GU)...

Pour nourrir le débat, le NPA a sollicité des contributions auprès d'une série d'intellectuels, d'animatrices et animateurs du mouvement social.

Cette semaine, Tout est à nous ! publie une tribune des deux nouvelles porte-parole du NPA, Christine Poupin et Myriam Martin, écrite en réponse à une tribune parue dans Libération, et une contribution de Gérard Filoche, inspecteur du travail, membre du PS et directeur du mensuel D&S.

Pour retrouver en permanence tous les éléments de cette démarche, un espace est ouvert sur le site national du NPA :

www.npa2009.org/rassemblement_anticapitaliste_en_debat

Des primaires de toute la gauche ? Une fausse bonne idée !

Dans une tribune publiée le 21 avril dans le journal Libération, Susan George, écrivaine, Stéphane Hessel, ambassadeur de France, co-rédacteur de la Déclaration universelle des droits de l'homme, Pierre Khalifa, syndicaliste, Willy Pelletier, sociologue, et Patrick Viveret, philosophe, appellent de leur vœux la mise en œuvre de primaires pour toute la gauche. Le NPA est en désaccord avec cette « fausse bonne idée » et s'en explique par la plume de ses deux nouvelles porte-parole, Myriam Martin et Christine Poupin.

Face aux sondages donnant le FN présent au second tour de la présidentielle de 2012, deux appels se prononcent pour des primaires et un candidat unique de la gauche dès le premier tour: *L'appel du 21 avril* et un appel intitulé *2012 : des primaires pour toute la gauche*. Si le premier appel ne cache pas son ambition de pousser la logique du « vote utile » jusqu'au bout, autrement dit du « hors du PS point de salut », nous partageons avec les initiateurs du second texte de nombreux combats communs et l'analyse des causes qui font le lit du FN: « le chômage de longue durée, la réclusion en HLM délabrées, les fins de mois qu'on ne boucle plus, l'échec scolaire, l'impossibilité d'échapper à une condition plus dégradée qu'hier qui avive la guerre des pauvres contre de plus pauvres qu'eux ».

Mais ce constat fait, demeure un problème de taille que les initiateurs de l'appel n'abordent pas. Cette dégradation des conditions de vie de l'immense majorité de la population est le fruit des politiques d'austérité, de privatisation, de destruction des services publics et de la protection sociale. Et ces politiques sont mises en œuvre non seulement par des gouvernements de droite, mais aussi par des gouvernements dirigés par des partis socialistes en Grèce, au Portugal. En France, cette même politique a été menée par le gouvernement Jospin, elle est promue par le FMI avec à sa tête le possible candidat socialiste !

Oui, il est urgent de « redonner espoir aux milieux populaires ». Mais quel espoir peut susciter le programme présenté par le Parti socialiste ? Quel espoir peut susciter la perspective

d'un gouvernement autour de ce parti ? Seul un programme de rupture radicale est capable de redonner l'envie de se mobiliser pour l'imposer. Un programme pour augmenter les salaires, les retraites, les allocations, de 300 euros net en prenant sur les profits, pour réduire massivement le temps de travail pour vivre mieux et travailler toutes et tous, pour annuler la dette et consacrer l'argent public à des services publics afin d'améliorer les conditions de logement, de transport, d'éducation... pour assurer l'égalité des droits, pour retirer aux grands groupes capitalistes les moyens de décider de nos vies et de mettre en péril tant notre santé que l'avenir de l'humanité et de la planète, pour permettre à toutes et tous de décider et contrôler dans tous les domaines : un programme anticapitaliste. C'est l'offre politique

que fait le NPA à tous ceux et toutes celles qui ne veulent pas se contenter de l'alternance.

Qui peut croire qu'il serait possible de discuter un tel programme avec le PS quand le sien ne propose même pas d'abroger la loi Sarkozy-Woerth contre les retraites ou de revenir sur le statut de la poste ?

Pour poser la question autrement, qui peut croire qu'un programme acceptable par le PS serait efficace pour combattre le FN ? Car l'enjeu est bien là, le FN usurpe un profil anti-système, prétend représenter les salariéEs, les chômeurs et chômeuses, les habitants des quartiers populaires, les jeunes, face à l'UMP et au PS qui mènent des politiques peu différentes.

À l'inverse du but poursuivi, les primaires à gauche débouchant sur un candidat unique laisseraient au seul

FN l'incarnation de la rupture et ne ferait que le renforcer.

Les partis qui envisagent leur participation ou leur soutien à un gouvernement avec le PS peuvent peut-être accepter ces primaires et donc l'alliance dès le premier tour de l'élection. Ce n'est pas à nous de nous prononcer.

Mais dans cette proposition à TOUTE la gauche, les dés sont pipés. Qui peut penser un seul instant que si, par exemple, un programme et un candidat anticapitaliste l'emportaient, les autres forces de la gauche lui céderaient la place ?

Les primaires pour 2012, une vraie mauvaise idée qui fait l'impasse sur une perspective essentielle : construire une alternative politique au système capitaliste.

Christine Poupin, Myriam Martin

Sans unité de toute la gauche, battre Sarkozy est plus difficile

Gérard Filoche, rédacteur en chef de la revue Démocratie et socialisme (D&S) a répondu à l'appel à contributions lancé par le NPA.

Nous, D&S, UMA*, sommes socialistes, nous voulons d'abord l'unité de toute la gauche sur un programme et un candidat commun au cœur de la gauche. Après les sondages (même aléatoires) plaçant Marine Le Pen en tête et après toutes les dangereuses manœuvres de Nicolas Sarkozy pour lui disputer son électorat sur son terrain, nous le redisons, un appel pour l'unité et un candidat commun de la gauche (cf. *Politis*, jeudi 28 avril) nous semble la priorité. Sinon, il resterait, en temps réel, à répondre aux séquences successives :

1. Nous bataillons pour le meilleur programme du PS et le plus voisin possible avec les partis de gauche le cœur d'un programme de gauche, 35, 60, 1 600, 20, devant la direction du PS en vue de la « convention du projet » du 29 mai.

2. Nous pesons pour que la candidature du PS soit la plus capable de rassembler la gauche au 1^{er} comme au 2^e tour en soutenant l'appel en faveur de Martine Aubry, estimant qu'elle bénéficie de l'image la plus rassembleuse.

Il nous semble qu'il faut éviter la zizanie et privilégier la légitimité du parti, sa première secrétaire devrait donc être LA candidate. Nous ne pensons pas que le candidat qui a dirigé le FMI néolibéral pendant cinq ans soit bien placé pour avoir un programme à gauche ni pour unir la gauche. Or il se trouve que Martine Aubry s'est prononcée pour « une maison commune de la gauche » et qu'elle paraît en tête au sein de la gauche des candidatures susceptibles de battre Sarkozy.

(cf. <http://www.martine2012.net>)

3. Nous préférons que, en dehors du PS au moins, s'opère une relative unité autour d'une candidature anticapitaliste rassembleuse.

La division de la gauche non socialiste n'est pas une bonne nouvelle, ni pour la gauche socialiste ni pour la gauche dans son ensemble.

Nous avons travaillé, non sans un certain succès, dans les luttes,

grèves et mobilisations, à l'unité dans la campagne de défense de nos retraites, et en d'autres circonstances de défense des droits des salariés (indemnités des accidentés du travail, médecine du travail...). Nous sommes aussi concernés par la bataille électorale à venir.

Il existe une majorité d'idées sur les questions essentielles (par exemple 35 heures, 60 ans à taux plein, Smic à 1 600 euros, pas de revenu supérieur à 20 fois le Smic. Travailler mieux, moins, tous, et gagner plus). Pour nous, 35, 60, 1600, 20 serait un programme d'urgence, commun, rassembleur en faveur d'une VI^e République sociale, démocratique, laïque, féministe, écologique... « anticapitaliste » en un mot.

La méthode qui a prévalu à la campagne retraite ne peut-elle pas être adaptée dans un certain choix de campagne présidentielle à gauche ?

Que serait, sinon, une candidature de « rassemblement anticapitaliste » ?

Nous avons aussi noté que le congrès du NPA, en dépit de ses débats complexes, a proposé à sa manière, une « candidature de rassemblement anticapitaliste ». La porte est encore ouverte.

Nous pensons nécessaire, indispensable, de peser dans le PS, mais voyons naturellement d'un bon œil ce qui pèse dans le même sens en dehors.

Et dans certaines circonstances, nous pouvons nous engager.

Gérard Filoche

Pour un développement de ces idées, lire sur le site : <http://www.democratie-socialisme.org>

* La motion « Un monde d'avance » a rassemblé plus de 18,5 % des votes lors du congrès de Reims en novembre 2008 ainsi que 23 % des militants socialistes autour de la candidature de Benoît Hamon au poste de premier secrétaire du PS. [ndlr]



(PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB)

ITER Gâchis, danger ou perspective ?

Le débat soulevé par l'accident de Fukushima a aussi reposé la question de la pertinence de la recherche sur la fusion nucléaire comme solution à la crise énergétique.

ITER signifie «Réacteur thermonucléaire expérimental international» (International Thermonuclear Experimental Reactor). C'est un projet de recherche impliquant 30 pays avec un budget d'au moins 10 milliards d'euros, une moitié pour la construction et l'autre pour l'exploitation (de 2015 à 2035).

La fusion est une réaction nucléaire entre deux types d'hydrogène «lourd», le deutérium et le tritium, pour former un gaz neutre et inoffensif, l'hélium, accompagnée par l'émission d'une quantité colossale d'énergie sous forme de rayonnement et de particules appelées des neutrons. C'est la même réaction qu'au sein du Soleil. Il y a trois différences de taille entre la fusion et la fission nucléaire. Un des combustibles, le deutérium, se trouve en abondance dans l'eau et est donc pratiquement inépuisable. La réaction ne produit pas directement de déchets radioactifs. Enfin, le rendement énergétique pourrait être équivalent à au moins dix fois l'énergie nécessaire pour provoquer la réaction, bien supérieur à toute autre forme d'énergie.

La fusion est connue depuis longtemps. Sous forme totalement incontrôlée, c'est le principe de la bombe H. Il n'y a aucune possibilité qu'un réacteur à fusion puisse se transformer en bombe. Contrairement aux réacteurs à fission, un réacteur à fusion ne présente aucun danger de fuite. S'il y a un problème, il s'arrête tout simplement de fonctionner. Néanmoins, l'utilisation de la fusion pour la production d'énergie est confrontée à trois énormes problèmes.

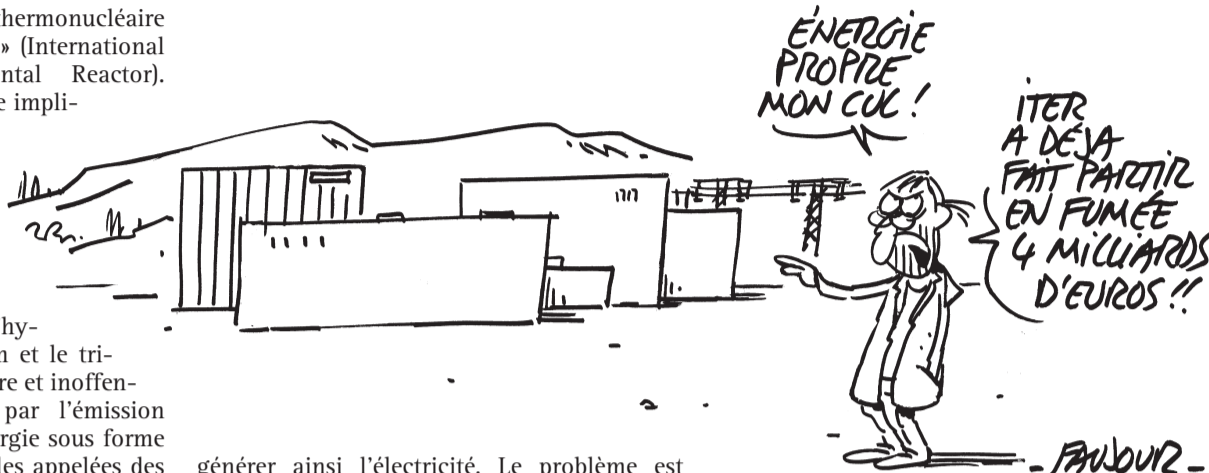
D'abord, la réaction ne se produit que dans des conditions proches de celles existant dans le Soleil. En conséquence il faut créer un «plasma» – on mélange certains constituants des atomes – qui confine le deutérium et le tritium suspendus dans le vide à une température de 100 millions de degrés. Pour cela, on emploie des champs magnétiques générés par des supraconducteurs. Le but du programme ITER est de réussir à créer un tel plasma pour suffisamment longtemps afin que la fusion devienne une source viable d'énergie alors que le record actuel de vie d'un plasma est de six minutes. Ensuite, il faut développer une méthode pour produire le deuxième combustible, le tritium. Celui-ci est radioactif, mais bien moins dangereux que les déchets des centrales nucléaires. L'idée est de le produire au sein de la centrale en utilisant une partie de l'énergie générée, mais la technique est pour l'instant loin d'être au point. Elle sera aussi étudiée par le projet ITER. Enfin, la transformation en électricité de l'énergie créée par la fusion nécessite le refroidissement de la paroi du réacteur avec de l'eau qui est ensuite utilisée pour faire tourner les turbines et

générer ainsi l'électricité. Le problème est qu'aucun matériau connu jusqu'à aujourd'hui ne présente toutes les propriétés nécessaires pour résister à l'irradiation par les neutrons et au rayonnement de la fusion. La fusion pourrait faire partie d'une solution à long terme à la crise énergétique. ITER est un projet de recherche unique de par sa coopération internationale et son ambition technique. Mais il est purement expérimental et ne produira pas d'électricité (d'ailleurs aucun réacteur expérimental à fusion ne l'a fait jusqu'à présent). Les pronostics les plus optimistes évoquent un délai de 50 ans avant de produire de l'électricité par la fusion. Aucun des problèmes techniques mentionnés n'a été résolu. Elle n'est donc pas une solution à l'urgence énergétique.

Un budget colossal qui absorbe une large partie de celui de la recherche

Sur la durée de la construction et de l'exploitation prévue, ITER comptera, en moyenne, pour 1% du budget de recherche français... salaires inclus. Rapporté au budget d'équipement pour la recherche le coût d'ITER devient colossal, freinant ainsi les programmes de recherche sur les alternatives énergétiques. La fusion utilise plus de la moitié du budget européen de recherche et développement dans l'énergie. La part française dans ITER équivaut à l'ensemble des crédits d'équipement et de fonctionnement de tous les laboratoires de physique et de biologie en France pour vingt ans. Enfin, un réacteur à fusion sera sans doute une des machines les plus complexes que l'homme ait jamais construites. On peut légitimement se demander si elle pourra être une alternative viable pour la plus grande partie de l'humanité.

Les recherches autour de ITER doivent-elles être maintenues ou devons-nous mettre les priorités ailleurs? Il est difficile de trancher. Mais, pour commencer, il faudrait arrêter toutes les recherches militaires et s'attaquer au gaspillage énergétique phénoménal pour libérer davantage de crédits pour la recherche civile tout en réduisant immédiatement la



consommation d'énergie. Ensuite un rééquilibrage en faveur de la recherche sur les sources d'énergie comme le photovoltaïque est urgent car des progrès rapides sont nécessaires. Par exemple, la production actuelle de panneaux solaires utilise le trifluorure d'azote, 17 000 fois plus nocif pour le réchauffement climatique que le CO₂ et actuellement non réglementé par l'accord de Kyoto. D'autres panneaux solaires plus efficaces utilisent le tellure de cadmium qui est extrêmement toxique. Un important effort de recherche est donc nécessaire pour trouver des matériaux alternatifs pour envisager cette source d'énergie à une échelle significative. Enfin, tout comme la fission nucléaire, la poursuite des recherches comme ITER devra être intégrée dans un débat global sur l'énergie sous contrôle des citoyens.

Clément Lelac

Pour en savoir plus

Le site officiel d'Iter :
<http://www.iter.org/fr/accueil>

Pour les arguments en faveur de l'arrêt d'Iter
Voir la tribune de Georges Charpak, Jacques Teiner et Sébastien Balibar dans *Libération* du 10 août 2010 : <http://www.liberation.fr/societe/0101651202-nucleaire-arretons-iter-ce-reacteur-hors-de-prix-et-inutilisable>

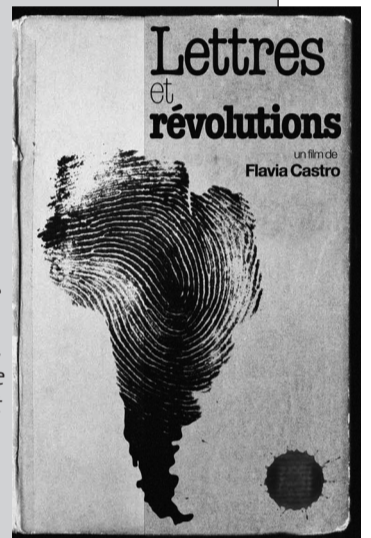
Iter, un soleil artificiel à portée de main, Réseau Sortir du nucléaire : <http://www.sortirdunucleaire.org/index.php?menu=sinformer&ssousmenu=brochures&ssousmenu=ITER&page=index>

LETTRES ET RÉVOLUTIONS DE FLAVIA CASTRO

Un film qui nous touche de près

4 octobre 1984. Porto Alegre. Celso est retrouvé mort dans l'appartement d'un ancien nazi qu'il poursuivait. Suicidé ou abattu par la police? En menant l'enquête, Flavia Castro, 25 ans après, retrace l'aventure de celui qui était son père, ancien militant révolutionnaire : Brésil, Argentine, Chili, la lutte armée, la clandestinité, l'exil à Paris, à l'atelier ronéos d'une certaine LCR... Entre interviews de ses camarades et des siens, documents d'archives et lettres de Celso, toute une histoire avec laquelle nous avons des attaches anciennes, et un documentaire remarquable, primé dans de nombreux festivals, de Biarritz à Rio.

Sortie en France le 22 juin. Avant-premières à Paris le vendredi 13 mai à 19 heures et le dimanche 15 à 16h30, au Nouveau Latina (20, rue du Temple, 4^e), en présence de Flavia.



« Qu'on ait connu comme moi cette période ou pas, on ne peut qu'être bouleversé par ce film passionnant. Au terme de cette enquête de Flavia Castro sur la mort de son père, l'énigme certes subsiste, mais, au fil de sa recherche obstinée, se trouvent restitués – et avec quel talent dans la narration et les images! – tous les aspects du militantisme révolutionnaire des années 1970 en Amérique latine. Période où la IV^e Internationale s'était lancée dans la lutte armée, avec des militants hors pair que l'on reconnaît ici : Flavio, ex-député du PT brésilien, ou Neneca, d'autres, et Celia, l'ancienne compagne de Celso, la mère de Flavia, qui domine ce film avec la même allure que je lui connaissais à Rotographie, notre imprimerie, où elle travailla. Toujours souriante, calme, posée, et pourtant quel passé, que beaucoup ignoraient! Le film retrace le militantisme de l'époque : les réunions, la clandestinité, les pseudos, les armes planquées, les coups durs et la répression. La mort, la torture. Malgré ces terribles souvenirs en arrière-plan, avec ces combattants qui témoignent, sans jamais de langue de bois, ont gardé intact l'humour de leur jeunesse. Et Flavia filme, tantôt avec les yeux de l'enfant de militants qu'elle était, tantôt avec ses yeux d'adulte d'aujourd'hui. Un hommage magnifique à un combat qui continue encore sous d'autres formes. »
Alain Krivine

courrier Pour nous écrire, pour prendre contact : redaction@npa2009.org // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Prostitution. C. R. (91) : L'article du 21/4 : *Prostitution : répression et mise au ban* présente la prostitution comme un travail, suggérant de « rendre visibles les travailleurs du sexe invisibles » et qu'« on arrête de criminaliser le travail sexuel ». On met l'accent sur les « conditions de travail dégradées » des prostituées. Ce langage renie les valeurs du féminisme et des luttes pour les droits humains. De la même manière que le patronat [...] essaie de manipuler l'opinion quand il rebaptise les tâches ingrates et pénibles avec des termes élogieux pour faire accepter aux salariés précarité et conditions de travail dégradées, ici on essaie de requalifier la prostitution avec un vocabulaire revendicatif et en apparence anodin. On cherche à la rendre acceptable et à faire oublier son aspect sordide, patriarcal et commercial. La mise à disposition de son propre corps contre transaction à des clients consommateurs crée [...] la réification

de la personne à un statut d'objet sexuel consommable, et favorise les conditions de son aliénation. Comme le diraient les employeurs dans les sociétés où les salariés se suicident, « il faut être solide pour pouvoir tenir à ce poste »... En voulant laisser les prostituées « dire quelle est leur conception de la dignité dans le travail qu'ils et elles exercent » et en taxant d'« antiféminisme » toute critique sur la légitimité de l'activité prostitutionnelle, on cherche à faire croire que vouloir faire reconnaître la prostitution est une nouvelle lutte, et insidieusement tout processus de servitude volontaire devient légitime. En voulant légaliser la prostitution, on donne l'impression d'aider [...] mais en réalité, [...] on devient complice du client qui paye. Voilà de quoi renforcer le patriarcat! Cette extension du domaine de la marchandisation sur la sexualité peut ravir les capitalistes!

La perspective abolitionniste est une valeur émancipatrice vraiment de gauche. [...] Le rôle de la loi est de sanctionner les clients-proxénètes car, comme pour sanctionner les propos et violences racistes [...] l'éducation populaire doit passer aussi par ces sanctions justes pour être efficace. On s'indigne contre les violences policières et toutes les discriminations. Quand s'indignera-t-on contre la violence du système prostitutionnel? Une société sans prostitution est une ambition révolutionnaire, émancipée du patriarcat et du capitalisme!

Autodétermination pour le peuple libyen? M. B. (93) : C'est la fin de l'article signé Yvan Lemaitre intitulé *Non à la guerre des grandes puissances en Libye*. Dans le passé, l'autodétermination était une exigence politique que les partis révolutionnaires ont mis en avant pour des régions annexées (exemple : la Corse). Mais, en l'occurrence, la Libye

est un pays indépendant dans lequel, depuis le 17 février, des villes, des régions sont entrées en résistance contre Khadafi et luttent les armes à la main, avec une grande disproportion des forces militaires. Aussi, autodétermination, ça veut dire qu'on demande que le peuple libyen vote pour savoir s'il veut garder Khadafi ou pas. Avancer ce mot d'ordre serait un grave recul par rapport aux exigences des insurgés libyens qui veulent le départ de Khadafi. Le départ des dictateurs, c'est un mot d'ordre que l'on retrouve dans tous les pays arabes en proie à des soulèvements de la population, depuis la Tunisie et l'Égypte, et aujourd'hui mis en avant en Syrie, au Yémen. Et bien évidemment, le NPA soutient de toutes ses forces ce mot d'ordre. [...] Qu'en est-il des insurgés, de la population qui luttent courageusement, notamment à Misrata, contre les soldats, les mercenaires de Khadafi? [...]

Diehl-Augé. La grève paie, un peu

À l'occasion des négociations annuelles sur les salaires, la direction de cette boîte de la métallurgie (découpage, 200 salariés) proposait 1,2% de revalorisation salariale. Le 26 mai, une partie des salariés, avec la CGT, se sont mis en grève. Grève assez active, avec blocage de quelques ateliers. Après quatre jours d'arrêt de travail, la négociation a permis d'arracher 40 à 50 euros mensuels en plus, soit au final une augmentation de 1,4%. Le résultat se révèle assez modeste par rapport à la revendication initiale de 200 euros. Les travailleurs actifs ont bien conscience qu'il faudra augmenter la pression sur le patron pour obtenir l'augmentation nécessaire. En attendant, la démonstration est faite – par rapport à ceux qui pensaient que rien n'était possible – qu'il y a de l'argent disponible pour les salaires.

À moitié libre

Jean-Marc Rouillan, après avoir effectué 24 années de détention pour sa participation aux actions revendiquées par le groupe armé Action directe «bénéficiera» d'un régime de semi-liberté à partir du 19 mai. Les conditions de cette «libération» sont pour le moins contraignantes : autorisation de sortir de chez lui selon des horaires correspondant exclusivement à son travail, à l'exception du samedi après-midi libre [sic], interdiction de s'exprimer publiquement, y compris sur les livres dont il est l'auteur... Ce n'est que dans un an qu'il pourra se défaire du carcan de son bracelet électronique et éventuellement postuler à un régime de liberté conditionnelle, lui aussi strictement limité. Le sort de Georges Cipriani, autre militant d'Action directe, scandaleusement réincarcéré à plein temps après un mois de régime de semi-liberté, sera également tranché ces jours-ci. L'acharnement de l'État contre les militantes et militants d'Action directe n'a eu d'égal que la détermination de ceux-ci à ne jamais se laisser écraser par la machine pénitentiaire.

Besançon (Doubs) : campement pour l'école

Depuis plusieurs semaines, une importante mobilisation est en cours pour s'opposer aux suppressions de postes dans l'Éducation nationale. La lutte est particulièrement soutenue dans le premier degré. Un collectif associant instituteurs et parents a déjà pris plusieurs initiatives. Après les vacances de Pâques, c'est reparti. Mardi 3 mai, c'est une veillée et un campement de l'école qui résiste qui sont organisés. «On veille sur l'école» et «On campe sur nos positions».

Vendredi 6 mai, un nouveau rassemblement est organisé devant la préfecture à l'occasion d'une réunion statutaire. Diverses actions dans les écoles, les collèges et les lycées sont prévues. On y reviendra dans le prochain numéro. En attendant, la création du collectif des parents et enseignants en colère représente une belle illustration du fait que les usagers, avec les personnels, sont en mesure de prendre eux-mêmes leurs affaires en main, en lien avec les organisations syndicales. C'est précisément ce type de collectif qui manque (temporairement) dans les autres départements de l'académie. Ainsi, par exemple, dans le Jura, de nombreuses actions ont lieu, mais dispersées, école par école, avec néanmoins des victoires ici ou là. Le 5 mai, une journée École morte est prévue dans tout le département. La mobilisation continue de se construire.

Reportage photo :

www.parents-enseignants25.venez.fr

Non au nucléaire !

Mardi 5 mai, seize militants de Greenpeace étaient convoqués devant le tribunal correctionnel pour avoir occupé le chantier EPR de Flamanville. Après avoir bloqué le chantier pendant 13 heures et demie, ils ont été délogés par la police. Selon l'avocat de Greenpeace, parmi les seize militants, quatre auraient subi des violences de la part des forces de l'ordre.

Ils réclamaient l'arrêt immédiat du chantier EPR de Flamanville et l'annulation du projet d'EPR à Penly (Seine-Maritime), ainsi qu'une décision gouvernementale immédiate de sortie du nucléaire. Le NPA de Basse-Normandie leur a apporté son soutien et exige l'arrêt des réacteurs de plus de 30 ans, l'arrêt des nouveaux projets tels que les EPR de Penly et de Flamanville, la ligne THT Cotentin-Maine, ITER, le centre de recherche militaire de Mégajoule, Bure et autres projets de stockage des déchets nucléaires ainsi que l'arrêt de tous les projets de l'industrie nucléaire française à l'étranger. Sortir du nucléaire en moins de dix ans, c'est possible !

Le Contre-G8 de l'éducation et de la recherche

Depuis sa création en 2008 à Sapporo (Japon), le «G8 des Universités» est marqué par la controverse et l'illégitimité. À Sapporo, lors des manifestations, la police n'a pas hésité à procéder à des arrestations brutales et illégales, dont celle d'un photographe de l'agence Reuters. En 2009, à Turin (Italie), d'énormes manifestations étudiantes ont tenu la police en échec durant plusieurs heures. En 2010, à Vancouver (Canada), les manifestants ont bloqué le bus qui devait conduire les participants à leur dîner pendant plus d'une heure, avant que la police n'intervienne de façon particulièrement brutale.

Officiellement, les présidents et les recteurs d'universités rassemblés à ce sommet se réunissent pour formuler des recommandations aux chefs d'État. Il ne s'agit pas d'une initiative émanant des gouvernements eux-mêmes. On peut donc penser que ces sommets constituent l'émanation d'un lobby. Leur but n'est pas, par exemple, de défendre la recherche et l'enseignement supérieur publics : on cherchera vainement la moindre référence à la notion de «service public» dans les programmes. Il s'agit plutôt d'avancer les intérêts particuliers d'une petite caste d'universitaires, tous déjà convaincus de leur «excellence» et des bienfaits de la mise en concurrence. En 2011, c'est la France qui préside le G8/G20 et le «Sommet mondial des universités» était censé se tenir en deux temps, à Besançon puis à Dijon.

Mais que sont-ils venus faire dans cette galère ?

Les deux présidents censés organiser cet événement, avec la Conférence des Présidents d'université (CPU), sont marqués «à gauche». L'opportunisme qui a caractérisé leur décision initiale d'organiser ce sommet a vite été tempéré par quelques scrupules. Rapidement, il a fallu se démarquer de ce G8/G20 encombrant, trop controversé et trop associé à la personne de Nicolas Sarkozy. L'invitation a donc été étendue à quelques représentants des pays pauvres d'Afrique et du Maghreb, et

ainsi, on pouvait affirmer que ce n'était pas un G8/G20 ! Pourtant, cela ne changeait rien au caractère illégitime, antidémocratique et opaque de ce sommet. Il est d'ailleurs révélateur que l'on n'ait pas prévu que ce sommet, à Besançon comme à Dijon, se déroule à l'université...

Localement, les deux présidents de l'université de Bourgogne et de l'université de Franche-Comté, Sophie Béjean et Claude Condé, se sont distingués par leur zèle à mettre en place toutes les politiques impulsées par Valérie Pécresse. Ils ont opté volontairement pour l'autogestion de la pénurie en demandant un passage anticipé aux «responsabilités et compétences élargies». Ils se sont laissés abuser par le mirage du grand emprunt et ont décidé de répondre aux appels d'offre «equipex», «labex» et «idex». Ils ont démarché les entreprises locales pour qu'elles abondent à une Fondation de coopération scientifique et siègent à son conseil d'administration sans un seul représentant des personnels ou des étudiants. La présidente de cette fondation, Sophie Béjean en l'occurrence, est rémunérée 100 000 euros. C'est peu par rapport au salaire d'un grand patron ! À Besançon particulièrement, tous les postes clés au sein de l'administration sont détenus par le Snesup-FSU qui ne respecte pas le mandat dont il est porteur. La cogestion le conduit sans cesse à passer de l'application des réformes du gouvernement à la défense d'un système auquel il prétend s'opposer dans ses communiqués et professions de foi lors des élections.

La mise en place d'un contre-sommet

Dès la rentrée universitaire 2010, un comité d'organisation s'est mis en place à Dijon et Besançon pour organiser un contre-sommet coïncidant avec le sommet lui-même. Ce comité regroupe des étudiants et des personnels des deux universités, avec une majorité de syndiqués. Si, à Dijon, le Snesup s'est fortement investi dans le comité, à Besançon il a préféré s'investir dans le sommet lui-même, au côté de son président. L'essentiel du sommet devant se dérouler à Dijon, il avait été décidé que l'essentiel du contre-sommet aurait lieu à Dijon également. À Besançon, en raison des vacances de printemps, il ne devait y avoir que des actions «symboliques». Or, coup de théâtre, à moins de quinze jours du sommet, le maire de Dijon, craignant une invasion de «black blocks» dans sa ville, s'oppose à la tenue du sommet officiel ! Matignon accepte et le sommet est déprogrammé.



À l'heure où nous écrivons ces lignes, nous savons que le sommet doit avoir lieu à Paris mais nous ne savons pas où. Le contre-sommet, bien sûr, est maintenu (car il a demandé de nombreuses heures de travail).

Une opération policière démesurée à Besançon

Pour l'inauguration du Sommet des étudiants à Besançon, le 28 avril, le comité avait appelé à un rassemblement sur le Pont Battant, à 200 mètres du musée où devait se dérouler la réception. Emportée par sa paranoïa sécuritaire, la préfecture a organisé une gigantesque opération policière. Des dizaines de fourgons de CRS, des équipements anti-émeutes ont été mobilisés. Pour Besançon, c'était du jamais vu ! La soixantaine de militants réunis sur le pont ressentait une certaine fierté : «C'est nous qui avons provoqué tout ça ?!»

Cette fois, les délégués n'ont pas été en retard à leur dîner de gala. Mais la péniche sur le Doubs qu'ils avaient réservée pour cela est restée à quai ! Ordre de la préfecture : les manifestants étant sur le pont, il y avait un risque qu'ils lancent des projectiles. Dommage que le ridicule ne tue pas...

Le 29 avril, les pseudo-délégués étudiants se sont réunis pour leur unique journée de travail. Le soir même, la Fage (syndicat étudiant apolitique mais quand même opposé aux blocages et aux manifs), invitée et présente, a publié un communiqué rageur : la déclaration finale qu'ils étaient censés rédiger était déjà prête lorsqu'ils sont arrivés et leur a été distribuée...

Il est temps de mettre un terme à cette farce coûteuse !

Michel Savaric, enseignant-chercheur, membre du Comité local d'organisation du Contre-G8 de l'éducation et de la recherche

Le contre-G8 de l'éducation et de la recherche aura bien lieu !

À Dijon, du 4 mai au soir au 7 mai en après-midi se succéderont les ateliers, l'assemblée plénière le samedi matin 7 mai et la manifestation à 14 heures ce même jour, au départ du Campus.

Trois axes sont retenus : Pour une éducation émancipatrice tout au long de la vie, Pour une recherche indépendante, critique et au service de toutes et tous, Pour une convergence des luttes en Europe et au-delà.

Au total quatorze ateliers sont organisés, dont cinq dénonceront les attaques subies (précarisation, concurrence, privatisation...). Quatre autres ateliers sont consacrés aux réponses alternatives possibles et les derniers mettent en phase l'éducation et la recherche avec la société, l'environnement européen et les luttes. Et il est prévu un appel commun final.

Le NPA est partie prenante, notamment pour dénoncer la pensée unique et pour la défense des services publics (en après-midi, jeudi 5 mai et vendredi 6 mai) mais aussi dans les différents débats ainsi que dans la manifestation finale.

brèves de campagne...

Mamans toutes égales

Une centaine de personnes (hommes, femmes et enfants) ont manifesté lundi 2 mai à Montreuil à l'appel du collectif Mamans toutes égales. Elles entendaient protester contre l'interdiction qui est faite aux mères portant un foulard d'accompagner des

sorties scolaires. La marche est partie de l'école Paul-Éluard qui applique cette exclusion, déjà évoquée par le ministre de l'Éducation, Luc Chatel, mais qui n'a fait l'objet d'aucun texte officiel. La marche s'est achevée devant l'inspection. Le chef de l'établissement interrogé sur la raison de ce refus a refusé de répondre.

En revanche, la mairie de Montreuil a publié un communiqué expliquant qu'elle était opposée à cette exclusion. Le collectif Mamans toutes égales prépare de nouvelles mobilisations pour s'opposer à cette pratique discriminatoire.

LA COURNEUVE (93)

190 personnes de nouveau à la rue !

Le 8 juillet 2010, 190 personnes avaient été expulsées de la tour Balzac dans la cité des 4000. Cette expulsion avait connue un certain retentissement médiatique à cause de la brutalité des policiers trainant des femmes enceintes par les pieds, arrachant de très jeunes enfants des bras de leur mère, arrêtant des militants et interdisant aux journalistes de filmer.



Paris, samedi 12 mars 2011. Manifestation contre les expulsions. (PHOTO THÈQUE ROUGE/JR)

Le 93 : une zone sinistrée en matière de logement !

La situation particulièrement dramatique des familles de Balzac est révélatrice de l'étendue des problèmes de logement dans le 93. Avec 10 millions de mal-logés en France, le problème concerne l'ensemble du territoire mais il prend une ampleur particulière dans ce département où le niveau de vie est très faible. Les habitants de Balzac squattaient les logements de cette tour faute d'autre solution car ils étaient vides depuis des années.

construction massive de logements vraiment sociaux à la hauteur des besoins. Un toit c'est un droit !

Régularisation de tous les sans-papiers !

Avec plus de 200 000 sans-papiers et 20% d'étrangers, le 93 est une terre d'asile. Les habitants de Balzac, essentiellement d'origine ivoirienne, sont nombreux à ne pas avoir de papiers. La plupart travaillent et payent des impôts. Leurs employeurs profitent de cette main-d'œuvre corvéable à merci.

Christian Lambert : un Sarkozy Boy !

Le préfet du 93, grand ami de Sarkozy et ex-directeur du Raid, a décidé de

répondre aux besoins sociaux à coup de Kärcher, de Taser et de compagnies de CRS. Les expulsés de Balzac se retrouvent aujourd'hui là où l'histoire a commencé. Au pied de la tour, un fourgon de CRS est présent en permanence et les RG contrôlent les militants.

La lutte des expulsés de Balzac se mène sur ces trois fronts : le relogement, la régularisation des sans-papiers, l'arrêt et la condamnation des violences policières. C'est malheureusement une chronique ordinaire des luttes logement dans le «9-3».

Max Bess

« Ni charters ni Kärcher ! »

L'accueil réservé au collectif «D'ailleurs nous sommes d'ici» par les manifestantEs du 1er Mai à Paris, démontre, s'il en était encore besoin, le potentiel de mobilisation existant contre le racisme.

Les échos qui proviennent d'autres villes où une apparition du collectif «D'ailleurs nous sommes d'ici» était organisée lors des manifestations du 1er Mai sont tout aussi positifs. L'objectif était de faire de cette journée une étape centrale de la mobilisation permettant de développer et d'implanter des collectifs locaux.

collectif local. Gageons que face à ce premier succès, qui en appellera sûrement d'autres, les organisations qui se sont tenues jusqu'ici volontairement en dehors de cette campagne, trouveront subitement les moyens de lever les obstacles à leur participation.



(PHOTO THÈQUE ROUGE/MARC)

fédérer, avec l'objectif affirmé de lier ces différentes questions. Ambre Bragard

Si vous souhaitez vous aussi rejoindre ou lancer un collectif près de chez vous, rendez-vous sur le site : www.dailleursnousoussommesdici.org

Le n°20 de Tout est à nous ! La Revue est disponible...

Vous y trouverez un dossier sur les révolutions arabes et un autre sur la lutte de Madison dans le Wisconsin. Vous pourrez également y lire des articles sur le nucléaire, sur la gestation pour autrui et l'évolution du PS de Léon Blum à Dominique Strauss-Khan...

Vous pouvez vous la procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à : Tout est à nous !, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex. Vous pouvez également vous abonner en remplissant le formulaire ci-contre.



S'abonner à Tout est à nous !

Par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

- Hebdo (14 euros/trimestre)
Hebdo + Mensuel (25 euros/trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- Hebdo (10 euros/trimestre)
Hebdo + Mensuel (19 euros/trimestre)

J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :

ORGANISME CRÉANCIER : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC), 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Titulaire du compte

Form fields for Nom, Prénom, Adresse, Code postal, Ville, and Mail.

Désignation du compte à débiter

Form fields for CODE ÉTABLISSEMENT and CODE GUICHET.

Form field for N° DE COMPTE.

Form field for CLÉ RIB.

Form field for Date.

Form field for Signature.

Établissement teneur du compte

Form fields for Banque, Adresse, Code postal, and Ville.

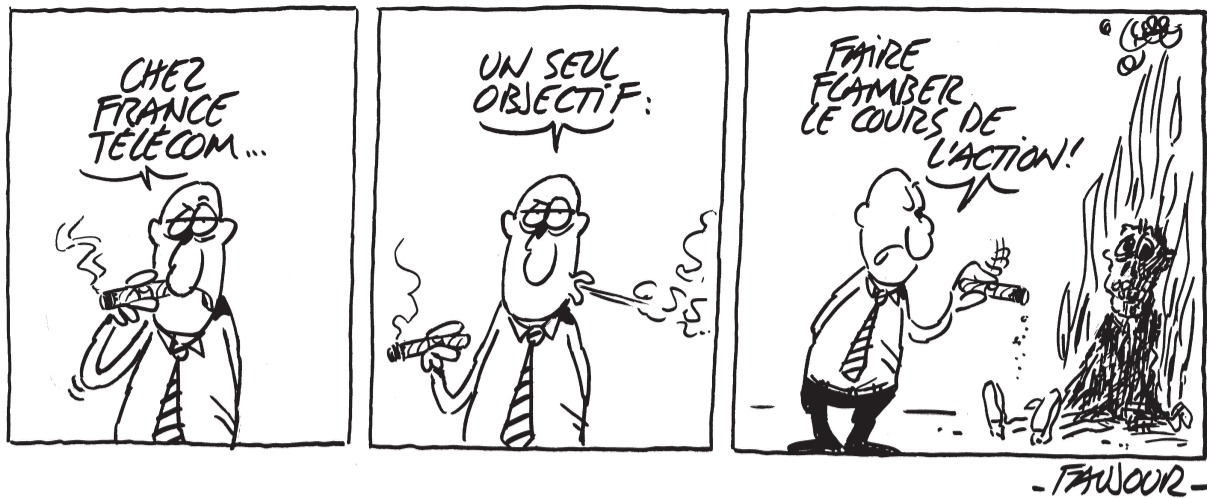
Par chèque, à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

- Tarif standard: Hebdo (6 or 12 euros), Mensuel (6 or 12 euros), Hebdo + Mensuel (6 or 12 euros) with 6 or 12 month options.
Tarif jeunes/chômeurs/précaires: Hebdo (2 or 4 euros), Hebdo + Mensuel (2 or 4 euros) with 6 or 12 month options.

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org



Dans les quartiers populaires, quand la police passe, l'injustice se surpasse!

Le verdict de non-lieu, rendu le 27 avril dernier par la cour d'appel de Paris, qui innocent les policiers mis en cause dans le décès de Zyed et Bouna, est une insulte à la mémoire de ces deux jeunes garçons, pour leurs familles et leurs amis. C'est un verdict de la peur!

Le NPA s'associe aux réactions indignées exprimées et soutient la démarche de l'avocat des familles. Ce dernier a annoncé un pourvoi en cassation pour « mise en danger délibérée de la vie d'autrui » estimant que « l'injustice est la première des insécurités ». Il dénonce « un verrou politique et une volonté effarante d'étouffement ». Mohamed Mechmache (collectif AC Le feu) se dit abasourdi et critique « une décision scandaleuse et honteuse ». Quant aux jeunes de Clichy-sous-Bois, ils sont pour la plupart partagés entre la résignation et la colère. Pour le NPA, la mobilisation doit continuer. Il est déterminant que les habitantEs des cités s'auto-organisent, en créant, par exemple, des collectifs, partout en France, contre les violences policières, pour la vérité et une justice équitable envers les victimes de ces

violences. Celles-ci font partie d'une réelle stratégie d'un gouvernement dont la priorité est de stigmatiser les habitantEs des quartiers populaires et tout particulièrement sa jeunesse. Après cela, que certains « à gauche » ne s'étonnent pas que les urnes soient désertées et que les habitantEs changent de trottoir quand des politiciens professionnels viennent leur parler de justice!

Homos indésirables à Saint-Petersbourg, première Gay-Pride à Moscou. Alors que l'ensemble des forces politiques russes (parti au pouvoir, communistes, anarchistes, nationalistes, etc.) ont pu défiler dans le centre de Saint-Petersbourg pour le 1^{er} Mai, les associations homosexuelles qui voulaient manifester pour attirer l'attention sur la discrimination des homosexuelLés dans le domaine du travail, ont reçu une proposition de la mairie de se rassembler à Levachovo, au nord de la ville dans une forêt près d'un cimetière. Dans le même temps, la mairie de Moscou vient de donner l'autorisation pour un rassemblement de 500 personnes pour la première Gay-Pride russe après cinq ans de luttes acharnées pour pouvoir manifester pour la défense des droits des

homosexuelLés.

La première demande date de 2006 et les associations n'avaient jamais obtenu le droit de manifester. Toutes leurs tentatives ont été dispersées sans ménagement par la police sur ordre de l'ex-maire de Moscou, Iouri Loujkov, un homophobe notoire, et attaquées par l'extrême droite locale avec le soutien de toutes les Églises. Cette année, profitons des marches des fiertés qui ont lieu ici pour marquer notre solidarité avec celles et ceux qui sont empêchés de manifester pour leurs convictions et leur orientation sexuelle.

L'Otan s'enferme en Libye.

Samedi, un des fils de Kadhafi a été tué lors d'un raid aérien de l'Otan sur Tripoli qui aurait officiellement visé « un poste de commandement et de contrôle ». « Nous regrettons toute perte de vie, particulièrement celle de civils innocents » a déclaré un général de l'Otan prétendant que « toutes les cibles de l'Otan sont de nature militaire ». Toujours est-il que l'intervention militaire des grandes puissances n'a plus rien à voir avec l'objectif annoncé de la protection des civils. Les combats s'intensifient, de toute évidence la guerre va durer. L'armée de Kadhafi se déploie contre le port de Mistrata où la ville est

Le chiffre

12%

C'est le pourcentage des organismes HLM qui ne respectent pas la loi de finances 2011 imposant de ne pas augmenter les loyers de plus de 1,1%. L'enquête menée par la Confédération de la consommation, du logement et du cadre de vie (CLCV) sur 240 organismes HLM met au grand jour les irrégularités et les pratiques de certains bailleurs. En effet, 4% des organismes appliquent des hausses supérieures à 1,1%, et 8% n'appliquent pas une hausse identique à chaque logement mais les modulent, augmentant ainsi certains loyers jusqu'à 10%. Alors que la part du budget des ménages consacrée au logement ne cesse d'augmenter, ces pratiques ne font qu'accentuer la paupérisation des habitants des HLM, en la plongeant dans des situations de plus en plus précaires.

soumises aux bombardements. Le port, seule voie d'évacuation, est toujours fermé. À la frontière tunisienne, la situation est dramatique pour des milliers de réfugiés. Prise entre le feu des mercenaires du dictateur et celui de l'Otan, la population insurgée n'a pas les moyens militaires et matériels de se battre pour elle-même et de renverser la dictature avec ses propres armes.

Pour l'exemple.

Le 7 avril, à l'appel de syndicats de profs, les lycéens de Paul-Lapie, à Courbevoie (Hauts-de-Seine), ont décidé de se mobiliser contre quatre suppressions de postes dans le lycée. Une assemblée générale de lycéens décide de bloquer. Durant la tentative de blocage, beaucoup de lycéens manipulent des barrières. Parmi eux, Julien devient la cible

de la répression.

À la rentrée, il apprend qu'il ne peut plus aller en cours jusqu'à son conseil de discipline, pour le motif fallacieux de « jet de barrière pour bloquer le passage ». Stopper la contestation dans les lycées en faisant des exemples, en divisant et faisant peur, voilà les vraies raisons de la répression. Face à cela, les lycéens de Paul-Lapie restent solidaires avec leur camarade : un tract, des affiches et des flyers ont été diffusés pour organiser la solidarité et exiger l'arrêt des poursuites. Se mobiliser n'est pas un délit, face à la répression, la solidarité est de mise, pour éviter les sanctions, continuer et amplifier la mobilisation.

1^{er} MAI AU CAIRE



Place Tahrir, Le Caire, 1^{er} Mai 2011. Près de trois mois après la chute de Moubarak, la révolution continue : grèves, occupations, manifestations sont menées pour obtenir, après les droits démocratiques, une justice sociale qui se fait toujours attendre. Notamment par l'Union égyptienne des syndicats indépendants, en cours de constitution et très présente dans les mobilisations, comme ce 1^{er} Mai qui est traditionnellement en Égypte le jour de l'annonce de l'augmentation des salaires. Une des revendications phares des mobilisations est la mise en place d'un salaire minimum. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/ROMAIN HINGANT)

“ NO COMMENT ”

Leur entrée sur le territoire français n'est pas légale. Le principe que l'État français doit affirmer, c'est qu'il n'a pas à accepter d'immigration illégale. Ils sont maintenant sur le territoire français et donc la solution ferme mais humaine pour régler ce problème, c'est de les raccompagner dans la réinsertion dans ce pays.

SÉGOLENE ROYAL,

À PROPOS DES MIGRANTS TUNISIENS

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 6 500 exemplaires
Société éditrice : Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication :
François Coustal
Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®